

NOTE: Ceci est une traduction française du document original écrit en anglais à titre d'information seulement. En cas de divergence, l'original anglais prévaudra.



Les Droits Humains et L'État du Droit en Haïti: Développements Clés Récents juin à novembre 2021

Depuis la dernière mise à jour sur Les Droits Humains et L'État du Droit en Haïti publiée par l'IJDH en juin 2021,¹ le gouvernement a continué à démanteler les systèmes de responsabilités du pays, qui a alimenté la violence des gangs sans précédent,² dont beaucoup ont des liens avec le gouvernement, ainsi qu'une détérioration continue des conditions sociales et économiques du pays. Le défaut du gouvernement de payer le carburant livré et le contrôle des gangs sur les infrastructures clés a conduit à une pénurie de carburant aiguë³ et des perturbations graves des soins de santé,⁴ de la communication,⁵ de l'éducation,⁶ de la sécurité alimentaire,⁷ et même de l'accès à l'eau potable.⁸ Cela a poussé un nombre croissant des Haïtiens à émigrer,⁹ alors même que les politiques d'immigration et un ralentissement économique régional ont entraîné des rapatriements forcés.¹⁰ Ces défis se croisent avec ce qui a été une dégradation considérable du paysage social et économique plus généralement. En outre, un tremblement de terre puissant en août a causé de graves pertes en vies humaines et la destruction dans le sud-ouest du pays,¹¹ et la pandémie de COVID-19 a exercé une pression supplémentaire sur l'infrastructure en ruine, avec les cas en hausse et des hôpitaux débordés.¹²

Les faiblesses et l'intervention étrangère de la démocratie d'Haïti sont à l'origine de beaucoup de ces défis et ont aggravé la situation tout en empêchant les solutions. L'assassinat du Président Jovenel Moïse le juillet 7 a intensifié la crise gouvernementale qui s'est aggravée pendant dix ans de règne du parti politique de Moïse, *Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK)* (au cours de laquelle aucune élection n'a eu lieu ou n'a été jugée juste),¹³ ce qui fait qu'il ne reste aucun moyen constitutionnel de répondre à la vacance présidentielle restante.¹⁴ Dr Ariel Henry, un officiel du gouvernement PHTK expérimenté que Moïse avait nommé, mais n'avait pas encore investi dans le cabinet du Premier ministre, a pris l'autorité *de facto*,¹⁵ bien qu'il n'y ait pas d'autorité constitutionnelle pour son règne.¹⁶ La société civile considère le gouvernement d'Henry simplement une autre itération du PHTK,¹⁷ ce qui a une histoire de travailler avec des gangs et de participer à la violence politisée.¹⁸ Malgré la situation difficile des droits humains, les Haïtiennes ont continué à défendre leurs droits, notamment en organisant des manifestations nationales pour exiger le respect de l'État de droit et de la démocratie.¹⁹ Un effort particulièrement notable a été lancé en janvier par la Commission à Rechercher une Solution

Haïtienne à la Crise pour mettre en œuvre une transition participative et franche vers une démocratie stable en Haïti.²⁰ En 30 août, la Commission a publié un Accord qui propose un chemin concret pour la transition en mettant en place les conditions nécessaires pour les élections démocratiques participatives et crédibles,²¹ les conditions dont la société civile, les experts gouvernementaux, et les observateurs à long terme conviennent généralement qu'elles n'existent pas maintenant.²²

Cette mise à jour couvrira a) la situation sécuritaire en Haïti; b) la violence sanctionnée et perpétrée par l'État et la corruption; c) le dysfonctionnement judiciaire qui contribue à des niveaux élevés d'impunité; d) les problèmes qui affectent des groupes marginalisés; e) la détérioration du paysage social et économique; et f) les difficultés rencontrées par les émigrés haïtiens, avec un accent particulier sur les moteurs internationaux de la crise actuelle en Haïti.

Les infractions du droit à la vie et à la sécurité de la personne

Depuis la dernière mise à jour d'IJDH, la situation sécuritaire en Haïti s'est encore détériorée. L'assassinat du Président Moïse est emblématique des défis des Haïtiens et montre que le PHTK a complètement démantelé la sécurité et les mécanismes de responsabilisation en Haïti:²³ l'insécurité couvre maintenant partout et la responsabilité est rare. Des gangs armés ont pris le contrôle de Port-au-Prince²⁴ et d'environ soixante pour cent de tout le pays,²⁵ et des cas de violence de masse et de kidnappings ont continué d'augmenter.²⁶ Cela a des conséquences désastreuses pour les citoyens, qui risquent leur vie s'ils quittent leur maison²⁷ et dont beaucoup ont été déplacés par la violence.²⁸ La police nationale d'Haïti ne veut pas ou ne peut pas affronter les gangs - au mieux, ils sont moins armés et en infériorité numérique;²⁹ au pire, ils sont complices.³⁰ Conséquence supplémentaire de la corruption du PHTK et des attaques contre les mécanismes de responsabilisation, la police manque sérieusement de ressources et de fonds; même les unités de police spécialisées qui entendent combattre la violence des gangs ont trop peur d'entrer dans les quartiers contrôlés par les gangs parce que les gangs sont tellement mieux équipés.³¹ La violence et l'insécurité générale ont aussi eu un effet profond sur d'autres secteurs, y compris l'accès aux soins de santé³² et aux besoins de base comme la nourriture et l'eau,³³ ainsi que le fonctionnement du secteur de la justice.³⁴ Les Haïtiens continuent de plaider pour une plus grande attention à la situation sécuritaire³⁵ tout en s'opposant puissamment à l'intervention étrangère.³⁶

L'insécurité invasive résultant de la violence des gangs

- Entre 90 et 162 gangs, selon les rapports, fonctionnent en Haïti, dont la plupart sont à Port-au-Prince.³⁷ Les acteurs principaux sont l'alliance des gangs du *G-9 an Fanmi (G9)*³⁸ et le *400 Mawazo*.³⁹ Jimmy Chérizier, un ancien policier qui est devenu chef du G9, exerce notamment de plus en plus de pouvoir, se faisant passer pour un chef

politique.⁴⁰ Sa liberté continue malgré un mandat d'arrêt en 2018 est une illustration particulièrement frappante de l'incapacité ou la réticence du gouvernement à s'attaquer à l'insécurité en Haïti.⁴¹

- Selon le *Réseau national de défense de droits humains (RNDDH)*, des gangs armés sont responsables de la mort ou de la disparition d'au moins 600 personnes depuis 2018.⁴² Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (**BINUH**) a rapporté une augmentation de l'activité criminelle au cours de la période de mai à août 2021, avec 549 homicides intentionnels (une augmentation de 5% par rapport à la période précédente).⁴³ Dans un affichage particulièrement choquant de la violence de masse, des membres de gangs ont tué 19 personnes à Port-au-Prince du 29 au 30 juin, avec au moins deux des meurtres considérés comme des assassinats ciblés.⁴⁴
- La violence des gangs a déplacé des milliers de personnes,⁴⁵ augmentant la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et les obstacles aux services de base.⁴⁶ La situation est aggravée par le refus des propriétaires de louer leurs logements aux personnes fuyant la violence des gangs par peur d'inviter les activités des gangs dans leurs quartiers.⁴⁷ Somme toute, la violence a déplacé environ 19000 personnes⁴⁸ à l'intérieur du pays, particulièrement dans les quartiers de Cité-Soleil, Bel-Air, et Martissant, depuis juin⁴⁹ - dont beaucoup n'ont pas encore pu rentrer chez eux, comme indiqué dans le dernier rapport d'IJDH.⁵⁰ Selon *Médecins sans Frontières (MSF)*, les sites de déplacements informels à Port-au-Prince, au nombre de huit, sont surpeuplés et insalubres, créant des risques pour la santé, la sécurité, la violence sexuelle, et d'autres risques pour les personnes déplacées en violation de leurs droits humains.⁵¹
- Le gouvernement d'Haïti n'a pas voulu et n'a pas pu affronter efficacement la violence des gangs,⁵² malgré les manifestations à l'échelle nationale qui ont exigé que le gouvernement réponde à l'insécurité catastrophique.⁵³ La Police nationale haïtienne (**PNH**) est sous-payée et manque des ressources,⁵⁴ et elle-même est parfois une cible de violence des gangs: par exemple, du 1er juin au 6 juin, des gangs ont attaqué six commissariats de police dans et autour de Port-au-Prince, tuant 4 policiers.⁵⁵
- Des rapports des droits humains et des médias documentent la collusion entre le gouvernement du PHTK et les chefs des gangs,⁵⁶ avec les hommes politiques qui « parrainent des gangs pour contrôler des territoires, s'assurer des monopoles économiques, et gagner des électeurs pendant les élections. »⁵⁷ La police est aussi accusée d'être complice de gangs.⁵⁸
- En plus de la violence de masse, les civils - en particulier les propriétaires d'entreprises - vivent dans la peur du pillage, de l'extorsion, et de la destruction de leurs propriétés par des gangs.⁵⁹ Une propriétaire a décrit comment le chef de G9, Chérizier, a menacé de saccager son entreprise et de bloquer les routes principales de transport si elle ne le paie pas \$500,000 chaque mois.⁶⁰

- Des gangs kidnappent de plus en plus fréquemment: maintenant, Haïti a le taux de kidnapping par habitant le plus élevé dans le monde⁶¹ et dans l'histoire d'Haïti.⁶² Le *Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH)* a rapporté 803 kidnappings de janvier à octobre 2021,⁶³ comparé à 796 au cours de toute l'année 2020.⁶⁴ Les kidnappings sont quotidiens;⁶⁵ CARDH a rapporté au moins 221 kidnappings entre juillet et septembre 2021, une augmentation de 300%.⁶⁶ Les vrais chiffres sont probablement encore plus élevés parce que la peur des représailles des gangs empêche les Haïtiens de signaler les kidnappings.⁶⁷
- Le kidnapping est devenu une source de revenus lucrative pour les gangs, qui exigent souvent d'énormes sommes d'argent en échange de la libération de leurs victimes:⁶⁸ de \$300,000⁶⁹ à plus de \$1 million⁷⁰ pour une personne.
- Les gangs kidnappent de plus en plus souvent en groupe,⁷¹ se concentrant récemment sur les chefs religieux: le 26 septembre, un diacre baptiste a été assassiné et sa femme a été kidnappée par des membres de gangs;⁷² le 9 octobre, six personnes, dont un pasteur protestant, ont été kidnappées;⁷³ le 3 octobre, des membres de gangs déguisés en membres de la PNH ont kidnappé trois personnes en plein jour, dont le Pasteur Jean Mary Ferrer Michel.⁷⁴ Le 30 novembre, l'ancien député-maire de Croix-des-Bouquets et son fils ont été kidnappés, aussi par des membres de gangs déguisés en membres de la PNH.⁷⁵ Du 22 au 29 novembre seulement, au moins 20 personnes ont été kidnappées.⁷⁶
- Les kidnappings effrénés ont provoqué des manifestations contre l'inaction du gouvernement,⁷⁷ avec des observateurs des droits humains dénoncent le PHTK comme complice⁷⁸ et critiquent l'incapacité du PNH à répondre de manière adéquate.⁷⁹
- La grande majorité des victimes de kidnapping sont haïtiennes.⁸⁰ Cependant, selon le CARDH, au moins 54 des 803 victimes de janvier à octobre 2021 étaient étrangères⁸¹ et une attention particulière a été accordée au kidnapping du 16 octobre 2021 de 16 missionnaires américains et un Canadien (dont plusieurs enfants) par *400 Mawozo*.⁸² La plupart des rapports ont omis de mentionner le conducteur haïtien qui aurait été kidnappé avec le groupe.⁸³

La violence et les menaces contre les défenseurs des droits humains, y compris les journalistes

- Lors d'une audition devant le rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseurs des droits humains, des journalistes et des représentants de plusieurs organisations haïtiennes des droits humains, dont le partenaire de l'IJDH *Bureau des avocats internationaux (BAI)*,⁸⁴ ont remarqué les menaces persistantes contre les défenseurs des droits humains.⁸⁵ Ils ont souligné les menaces des acteurs proches du gouvernement et des gangs, dont beaucoup ont des liens avec les autorités locales, ce qui rend le signalement difficile.⁸⁶

- Des défenseurs des droits humains ont également remarqué que le manque de sécurité offert aux acteurs judiciaires par le gouvernement a rendu extrêmement difficile et dangereux de rechercher justice pour les violations des droits humains,⁸⁷ et ont exprimé leur frustration face à l'indifférence de l'ONU, et en particulier du BINUH, face aux abus actuels.⁸⁸
- La liberté de la presse est devenue une source d'inquiétude particulière.⁸⁹ Selon le président de l'Association des médias indépendants (AIM) en Haïti, des violations des droits humains contre les journalistes sont plus sévères que jamais.⁹⁰ Les journalistes en Haïti continuent de faire l'objet de menaces de mort et d'autres préjudices pour leurs reportages.⁹¹ Des journalistes ont été tués, contraints à l'exil, ou poussés à éviter les sujets sensibles ou à s'autocensurer.⁹²
- Les exemples spécifiques de préjudices abondent. Le 29 juin, des individus armés ont assassiné⁹³ les journalistes et activistes Diego Charles⁹⁴ et Antoinette Duclair.⁹⁵ Le 23 septembre, la journaliste à la télévision Marie Frantzie Siméon a été kidnappée à Martissant;⁹⁶ le 25 novembre, le photojournaliste Jhony Spencer François a été kidnappé à Port-au-Prince;⁹⁷ le 27 novembre, l'ancien animateur de radio Alexander Galvez a été kidnappé à Croix-des-Bouquets.⁹⁸
- Emmanuela Douyon, militante anticorruption et prodémocratie, a subi des menaces contre sa sécurité à la suite de l'assassinat de Moïse fondées sur des allégations sans fondement selon lesquelles les critiques des droits humains du président assassiné ont permis son décès. De même, la leader féministe et militante anti-corruption Pascale Solages a fait face à des menaces contre sa vie et sa sécurité. La famille de Solage et les membres de son organisation féministe, *Nèges Mawon*, ont aussi reçu des menaces et ont été contraints de quitter leurs maisons; un de ses collègues a dû fuir Haïti avec son enfant. Douyon et Solages restent aux États-Unis en raison de la gravité de ces menaces et préoccupations pour leur sécurité. Solages a apporté des preuves des menaces qu'elle et d'autres ont reçues à la police, mais ils n'ont pas pris de mesures significatives pour la protéger, elle et sa famille, dans un autre exemple des échecs du gouvernement à protéger les citoyens et les défenseurs des droits humains contre les menaces et la violence. La combinaison de ces préjudices et des échecs du gouvernement (sinon de la complicité) entrave gravement la protection et l'avancement des droits humains en Haïti.

La violence et la corruption institutionnalisées

Notre dernière mise à jour a détaillé la nature de plus en plus autoritaire de l'administration de Moïse.⁹⁹ La corruption gouvernementale au plus haut niveau et la violence sanctionnée et perpétrée par l'État sont restées un pilier sous le gouvernement de facto d'Henry.¹⁰⁰ Le gouvernement utilise la police - et, souvent, les gangs¹⁰¹ - comme armes pour réprimer la dissidence et consolider le pouvoir.¹⁰² La brutalité policière est un fait courant, ce qui a des

conséquences désastreuses pour les civils, qui sont victimes des mêmes personnes chargées de leur protection.¹⁰³

- La police a continué à faire un usage excessif de la force contre des civils. Par exemple, du 21 au 22 septembre, des policiers ont tiré au hasard sur une foule de personnes rassemblées pour l'enregistrement d'un clip vidéo et ont tué au moins onze civils.¹⁰⁴ Les civils ont protesté contre l'attaque initiale, provoquant de nouvelles brutalités policières: les policiers ont utilisé des armes à feu et des gaz lacrymogènes, CARDH signale deux morts (deux enfants) et d'autres blessés.¹⁰⁵ Le 30 septembre, des agents de la PNH ont dispersé une manifestation pacifique contre l'impérialisme étranger avec des gaz lacrymogènes.¹⁰⁶
- L'impunité persiste pour le scandale de corruption PetroCaribe,¹⁰⁷ dans lequel des responsables de plusieurs gouvernements haïtiens ont détourné plus de 2 milliards de dollars du projet PetroCaribe du Venezuela, qui visait à renforcer les dépenses sociales.¹⁰⁸ En effet, le 24 juin, le président du tribunal, Ramoncite Accimé, a suspendu l'enquête, affirmant que des décisions du Parlement et de la Cour supérieure des comptes bloquaient la poursuite de l'enquête;¹⁰⁹ les avocats des plaignants ont dénoncé les suspensions comme une décision prise par motivation personnelle.¹¹⁰
- Un élément endémique de la corruption institutionnalisée est la collaboration avec les gangs, qui sont maintenant « complètement intégrés dans les secteurs politique, commercial et de la sécurité [d'Haïti] ». ¹¹¹ Les politiciens et les élites économiques, qui détiennent eux-mêmes un pouvoir politique important,¹¹² ont été accusés de collusion avec les gangs.¹¹³ Par exemple, le nouveau chef de la PNH, Frantz Elbé, avait des liens dans les années 2000 avec le chef de gang aujourd'hui décédé, Jean Elie « Ti Elie » Muller.¹¹⁴ Liszt Quitel, le ministre de l'Intérieur du gouvernement de transition, est accusé de complicité dans l'enlèvement du pasteur Jean-Mary Ferrer Michel le 3 octobre 2021 par des membres de gangs.¹¹⁵ Le ministre de la Justice nouvellement nommé, Berto Dorcé, a purgé une peine de prison après avoir été reconnu coupable d'implication dans le trafic de drogue en 1997, et a lui-même représenté d'éminents trafiquants de drogue devant le tribunal.¹¹⁶ Les policiers sont également accusés de soutenir les activités criminelles des gangs.¹¹⁷
- Plusieurs hauts fonctionnaires du gouvernement ont également été accusés de violations des droits humains et de crimes violents, dont Léon Charles¹¹⁸ - qui a été nommé chef de la PNH par Moïse et a démissionné de son poste en octobre en raison de critiques sur sa gestion de la crise sécuritaire¹¹⁹ - et son successeur, Elbé.¹²⁰ Josue Pierre-Louis, le secrétaire général du Conseil des ministres, nommé par Henry, a été accusé de manière crédible de viol en 2012 alors qu'il était président du Conseil électoral.¹²¹
- Comme indiqué ci-dessous, il existe de sérieuses inquiétudes concernant la complicité de Charles et du Premier ministre Henry dans l'assassinat de Moïse.¹²²

Le manque d'accès à la justice et impunité chronique

Comme le montre plus en détail la soumission de l'Examen périodique universel (EPU) préparée par BAI, IJDH, Chans Alternativ/Alternative Chance et RNDDH, le PHTK a démantelé le système judiciaire haïtien presque au point de ne plus fonctionner: le pouvoir judiciaire manque d'indépendance et échoue fondamentalement à assurer la justice, la responsabilité et l'application régulière de la loi aux Haïtiens.¹²³ L'impunité persistante pour les violations graves des droits humains et les crimes violents permet d'aggraver le mal et sape la confiance du public dans les institutions gouvernementales;¹²⁴ le rôle de premier plan de Chérizier du G9 dans l'insécurité actuelle d'Haïti malgré un mandat d'arrêt de longue date contre lui n'est qu'une illustration frappante. Le vol de preuves, la corruption et les autres échecs de l'enquête sur l'assassinat de Moïse¹²⁵ en sont un autre. L'érosion du pouvoir judiciaire par le PHTK a donné lieu à des violations des droits à une protection égale devant la loi et à des recours efficaces et opportuns;¹²⁶ les conditions de détention meurtrières en Haïti¹²⁷ et les taux élevés de détention provisoire prolongée sont particulièrement remarquables.¹²⁸

- Les actions judiciaires concernant les enquêtes sur les violations des droits de l'homme sont rares et les auteurs, en particulier les responsables gouvernementaux, agissent en toute impunité.¹²⁹ Dans un rapport de 2018, le Bureau haïtien pour la Protection des Citoyens (OPC) a cité « le laxisme et la nonchalance des magistrats, ajoutés au phénomène d'un système institutionnalisé de corruption, sans compter l'absence d'un véritable mécanisme de contrôle et de surveillance judiciaires. »¹³⁰ Le BINUH a fait écho à ce point de vue en juin 2021, lorsqu'il a signalé que le gouvernement haïtien avait fait preuve d'un « manque chronique d'engagement à lutter efficacement contre les violations sous-jacentes et structurelles des droits de l'homme. »¹³¹
- Comme il est documenté plus en détail dans la soumission de l'EPU, aucun progrès n'a été réalisé dans la responsabilisation d'un certain nombre d'enquêtes critiques sur les droits humains.¹³² Par exemple, les enquêtes sur les atteintes aux droits humains, notamment le massacre de La Saline¹³³ et la mort de Monferrier Dorval,¹³⁴ l'ancien président du barreau de Port-au-Prince, et du militant LGBTQ+ Charlot Jeudy,¹³⁵ restent au point mort. Plus d'une décennie d'inaction des tribunaux haïtiens et l'impunité persistante pour les violations des droits humains commises par le régime de Jean-Claude Duvalier¹³⁶ ont provoqué le dépôt d'une requête devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme demandant « la reconnaissance de la responsabilité et la sanction de l'État haïtien pour les violations des droits de l'homme commises sous le régime de Duvalier, et en particulier contre les victimes qui ont décidé de porter plainte. »¹³⁷ Notamment, Haïti reste non conforme aux jugements antérieurs de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.¹³⁸
- L'enquête sur l'assassinat de l'ancien président Moïse illustre le degré de dysfonctionnement judiciaire et de corruption du gouvernement haïtien.¹³⁹ Le 14

septembre, le Premier ministre Henry a relevé le procureur en chef dans l'affaire de ses fonctions après que le procureur a accusé Henry de complicité dans l'assassinat et a demandé son inculpation.¹⁴⁰ Malgré les allégations d'implication d'Henry, ainsi que celle de Léon Charles, ancien chef de la PNH, aucun des deux n'a été formellement interrogé par le juge d'instruction.¹⁴¹ Depuis lors, des observateurs ont exprimé leur inquiétude qu'Henry ait conclu un accord avec le juge d'instruction, le juge Garry Orélien, et le 28 novembre, le RNDDH a demandé le retrait du juge Orélien de l'affaire, invoquant un manque d'indépendance et de crédibilité.¹⁴²

- La falsification des preuves et le vol sont des problèmes graves qui entravent le fonctionnement de la justice. Les bureaux de juge Orélien ont été cambriolés le 27 octobre, ainsi que le bureau du greffier en chef et le greffe du cabinet d'enquête.¹⁴³ Le 19 octobre, l'enquête sur l'assassinat de Dorval a été perturbée par le vol d'un coffre-fort du Tribunal de première instance de Port-au-Prince qui abritait des dossiers relatifs à son affaire et à d'autres.¹⁴⁴
- Les menaces contre les acteurs judiciaires affectent davantage le fonctionnement et l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le juge Rénord Régis a démissionné de son rôle dans l'enquête Dorval en septembre en raison de menaces continues à sa sécurité.¹⁴⁵ Il a également cité les « conditions générales qui caractérisent le fonctionnement de l'institution judiciaire » comme cause de sa démission.¹⁴⁶ En octobre, la PNH a pris la décision controversée de rappeler des officiers chargés de la sécurité de deux magistrats éminents.¹⁴⁷ L'Association professionnelle des magistrats et l'Association des juges de paix haïtiens ont condamné cette décision et ont exprimé leur inquiétude que les juges subissent le même sort que Dorval.¹⁴⁸
- Le gouvernement d'Haïti a poursuivi la priorisation de la fonction judiciaire. Le système judiciaire reste chroniquement sous-financé, avec des installations manquant de sécurité, des nécessités telles que l'électricité et les toilettes, et des équipements de base nécessaires à son bon fonctionnement, notamment des ordinateurs, des imprimantes et des photocopieurs.¹⁴⁹
- En 2018, l'OPC a reconnu que « les conditions de détention sont alarmantes et ne respectent pas les règles minimales de l'ONU pour le traitement des détenus... [avec] des traitements cruels, inhumains et dégradants, provoquant chez certains détenus la cécité, la paralysie et des troubles psychiatriques ou psychiques, »¹⁵⁰ ce que le rapport de juin 2021 du BINUH a corroboré.¹⁵¹ Selon les rapports, les conditions dans les prisons restent déplorable, avec une nutrition et des soins médicaux inadéquats entraînant des taux de mortalité élevés.¹⁵² Le rapport du RNDDH de novembre 2021 sur les conditions carcérales en Haïti a révélé la surpopulation cellulaire, la propagation de maladies contagieuses, la malnutrition chronique et l'accès insuffisant à l'eau potable, équivalant à des violations des droits à la vie, à la santé et à l'intégrité physique et mentale.¹⁵³ Les allégations d'abus par des agents correctionnels sont fréquentes¹⁵⁴ et les détenus

manquent de moyens efficaces pour porter plainte ou contester les mauvaises conditions.¹⁵⁵

L’Incapacité à protéger les personnes vulnérables, en particulier les femmes et les filles

Les groupes aux identités croisées qui les placent en marge de la société sont particulièrement exposés aux violations des droits humains et ont souvent moins de recours. Comme décrit plus en détail ci-dessous et analysé en détail dans la soumission de l'EPU préparée par BAI, IJDH et Komisyon Fanm Viktim pou Viktim/La Commission des femmes victimes pour les femmes (KOFATIV), les femmes et les filles continuent d'être marginalisées en ce qui concerne leur capacité à jouir des droits économiques, sociaux et culturels sur un pied d'égalité avec les hommes.¹⁵⁶ Elles sont particulièrement vulnérables à l'insécurité générale¹⁵⁷ et à d'autres facteurs de stress comme le tremblement de terre et la pandémie de COVID-19, avec des incidences de violence sexiste (VBG), y compris l'exploitation et les abus sexuels, constamment élevées.¹⁵⁸ Les personnes handicapées font également l'objet d'un ciblage particulier et ont été touchées de manière disproportionnée par le tremblement de terre.¹⁵⁹ La discrimination contre les groupes marginalisés, y compris les personnes LGBTQIA+¹⁶⁰ et les personnes séropositives,¹⁶¹ est endémique.

Les femmes et les filles

- La VBG contre les femmes et les filles reste répandue en Haïti, une enquête de 2018 rapportant qu'une femme sur huit âgée de 15 à 49 ans est victime de VBG au cours de sa vie.¹⁶² L'ONU a signalé de nombreux cas d'abus sexuels et de VBG contre des femmes et des filles par des membres de gangs, y compris des cas de viol et d'esclavage sexuel lors des violences de juin 2021,¹⁶³ et les femmes ont signalé une vulnérabilité accrue à la VBG après le tremblement de terre d'août.¹⁶⁴
- De plus, les chiffres réels sont presque certainement beaucoup plus élevés, car la VBG reste chroniquement sous-déclarée en raison du manque d'accès et de la méfiance à l'égard du système judiciaire, de la peur des représailles et de la stigmatisation.¹⁶⁵ L'insécurité générale dans le pays et la pandémie de COVID-19 affectent également la disponibilité des services de soutien aux victimes de VBG.¹⁶⁶ Même lorsque des soins médicaux sont recherchés, ils font souvent défaut, les installations médicales fonctionnant à capacité limitée en raison de l'insécurité et de l'insuffisance des infrastructures.¹⁶⁷
- Les femmes et les filles ressentent le déplacement interne de manière plus aiguë - 60 % des plus de 4 millions d'Haïtiens ayant besoin d'une aide d'urgence en 2021 sont des femmes et des filles.¹⁶⁸ Suite au tremblement de terre d'août, 21% de femmes de plus que d'hommes se sont retrouvées sans logement dans la Grande Anse et 76% dans les Nippes.¹⁶⁹ Les femmes et les filles étaient également touchées de manière disproportionnée par le manque d'accès à l'eau,¹⁷⁰ à la nourriture¹⁷¹ et aux soins de

santé.¹⁷² Le déplacement a également entraîné une augmentation de la VBG et des abus sexuels dans les refuges et les foyers d'accueil,¹⁷³ y compris la pratique abusive du « sexe contre un abri ». ¹⁷⁴

- La perte d'opportunités de revenus résultant du déplacement¹⁷⁵ a exacerbé la disparité de revenus existante entre les femmes et les hommes, ce qui accroît leur vulnérabilité aux abus physiques et économiques.¹⁷⁶
- Alors que les hommes restent les principales victimes d'enlèvements, au moins 100 femmes et enfants ont été enlevés jusqu'à présent en 2021, dépassant le total pour 2020.¹⁷⁷
- L'ONU a signalé en juillet que les femmes enceintes et les nouveau-nés courent un risque accru de décès, en partie à cause des pénuries de carburant.¹⁷⁸
- Malgré les efforts récents de la Commission de recherche d'une solution haïtienne à la crise¹⁷⁹ pour inclure les femmes, en particulier dans les postes de direction, le gouvernement continue d'exclure les femmes des dialogues importants concernant la transition gouvernementale et la réponse au tremblement de terre.¹⁸⁰
- La pratique consistant à envoyer des enfants, connus sous le nom de « restavèks », vivre avec des familles comme travailleurs domestiques persiste, les exposant à des abus économiques et sexuels et causant des graves violations de leurs droits à l'éducation, à la santé et à l'alimentation. Les organisations de défense des droits de l'homme comparent la coutume à l'esclavage moderne.¹⁸¹ On craint que la pratique restavèk se développe à mesure que l'accès à l'éducation deviendra encore plus limité à la suite du tremblement de terre d'août et de l'augmentation de l'insécurité.¹⁸² Notamment, cette pratique affecte également les garçons, bien qu'environ 70% des enfants restavèk soient des filles.¹⁸³
- Comme indiqué dans notre dernière mise à jour, malgré un jugement positif d'un tribunal de Jacmel en mars 2021 ordonnant une pension alimentaire pour une victime d'abus et d'exploitation sexuels (EAS) par un Casque bleu de l'ONU,¹⁸⁴ un rapport du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU en avril a révélé le manque systémique de responsabilité pour les actes d'EAS.¹⁸⁵ Selon les rapports, la responsabilité pénale et civile des Casques bleus de l'ONU reste « largement inachevée. »¹⁸⁶
- Malgré les circonstances difficiles, la société civile féministe continue de se battre pour les droits des femmes en Haïti. Le 25 novembre 2021 (Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes et les filles), les organisations féministes Marijàn, Nègès Mawon et Kay Fanm ont attiré l'attention sur l'absence totale de justice et de réparation pour les femmes et les filles victimes de violences systémiques et collectives en Haïti.¹⁸⁷

Les personnes handicapées

- Le 17 juin, des hommes armés ont réduit le camp Lapiste en cendres, refuge de centaines de personnes handicapées déplacées après le tremblement de terre de 2010.¹⁸⁸ Une

personne a été tuée et trois autres blessées,¹⁸⁹ et plusieurs familles ont été séparées pendant l'attaque.¹⁹⁰

- Les femmes et les filles handicapées sont parmi les plus touchées par le tremblement de terre d'août.¹⁹¹ Selon Humanity & Inclusion's Emergency/Urgence Humanité et Inclusion, WASH, Food and Shelter Manager/Directeur de l'Alimentation et de l'Abri, de nombreuses femmes et filles handicapées « vivent à l'extérieur ou dans des sites de déplacement informels avec peu ou pas d'accès à des abris décents, des installations sanitaires et des articles d'hygiène. Elles sont également plus à risque de violences sexuelles. »¹⁹²
- Une vidéo produite en juin par Off-The-Grid Missions/Missions hors réseau, une organisation qui travaille en étroite collaboration avec la communauté sourde en Haïti, détaille les abus et la discrimination subis par les femmes sourdes, qui sont tuées de manière disproportionnée et se voient refuser l'accès aux services de base et à l'emploi.¹⁹³

L'effondrement des droits économiques et sociaux

L'instabilité politique et le manque chronique de dépenses du gouvernement pour les services sociaux, lui-même le produit de décennies de pratiques d'aide internationale improductives et souvent nuisibles,¹⁹⁴ ont continué d'empêcher les Haïtiens de jouir de leurs droits économiques et sociaux et ont entraîné une croissance économique négative continue.¹⁹⁵ Cela a contribué aux niveaux élevés d'insécurité alimentaire en Haïti, plus de la moitié du pays subsistant avec moins de 2 dollars américains par jour.¹⁹⁶ L'accès à l'éducation, à l'alimentation et aux soins de santé s'est également détérioré. Ces problèmes ont été exacerbés par le tremblement de terre d'août, qui a laissé des milliers de personnes sans logement et sans accès aux services de base,¹⁹⁷ et la pénurie de pétrole, qui a paralysé le pays pendant des mois.¹⁹⁸

L'économie en déclin

- Haïti, déjà le pays le plus pauvre des Caraïbes¹⁹⁹ en raison d'une dette enracinée et de politiques étrangères racistes,²⁰⁰ est en pleine crise économique et financière qui, selon les économistes, entraînera quatre années de croissance négative.²⁰¹
- Au cours de la dernière année, la gourde haïtienne s'est dépréciée de plus de 50% et l'inflation reste extrêmement élevée, ce qui limite le pouvoir d'achat des Haïtiens.²⁰² Cela a de profondes répercussions sur l'accès des Haïtiens aux biens importés, en particulier le carburant et la nourriture.²⁰³
- Le problème est aggravé par les gangs, dont la saisie et l'obstruction des principaux canaux de transport et des terminaux de distribution de gaz et l'extorsion d'entreprises affaiblissent davantage l'économie haïtienne en contrôlant le flux de marchandises à travers le pays.²⁰⁴

Pénurie de pétrole

- L'incapacité du gouvernement à payer les expéditions de carburant, ainsi que l'augmentation des prix internationaux du carburant, a créé des problèmes persistants d'approvisionnement en pétrole dans le pays, qui ont dégénéré en une grave pénurie en septembre lorsque les gangs ont pris le contrôle des voies de transport et des terminaux pétroliers critiques.²⁰⁵ Le terminal pétrolier de Varreux, qui détient 70% du carburant d'Haïti, a été bloqué par des gangs armés occupant la zone et complètement inaccessible du 24 octobre²⁰⁶ au 13 novembre, date à laquelle l'alliance des gangs du G9 a autorisé l'accès des camions.²⁰⁷ La trêve est intervenue près de trois semaines après que le chef du G9, Chérizier, a déclaré qu'il lèverait le blocus en échange de la démission du Premier ministre Henry.²⁰⁸ Après avoir initialement refusé de négocier avec Chérizier,²⁰⁹ Henry aurait dépensé 40 millions de gourdes pour la trêve avec l'alliance des gangs du G9 pour faciliter la réouverture.²¹⁰
- Malgré ce répit limité, la pénurie de carburant s'est poursuivie;²¹¹ le 23 novembre, le terminal pétrolier de Varreux et le terminal de Thor à Carrefour étaient pratiquement vides de carburant²¹² et il n'est pas certain que les gangs permettront au terminal de Varreux de rester ouvert.²¹³
- Des gangs ont également détourné des camions pétroliers et kidnappé des chauffeurs,²¹⁴ ce qui a provoqué des manifestations à l'échelle nationale contre l'absence de réponse du gouvernement à la pénurie de produits pétroliers et à l'insécurité.²¹⁵ Par exemple, le 16 octobre, un transporteur de pétrole a été enlevé à Martissant après avoir livré une cargaison de produits pétroliers²¹⁶ – l'un des nombreux enlèvements de ce type sans intervention du gouvernement.²¹⁷ La corruption a également été un problème dans ce contexte: le 18 octobre, les autorités ont arrêté douze personnes, dont un fonctionnaire municipal, pour vente illégale d'essence²¹⁸ – une activité de marché noir qui aggrave encore la pénurie.
- Le réseau électrique peu fiable d'Haïti signifie que le pays fonctionne efficacement avec des générateurs alimentés au carburant, et la pénurie de carburant a donc eu un impact sur les services et les infrastructures essentiels, y compris les banques, les transports publics, les hôpitaux et les tours de téléphonie cellulaire,²¹⁹ et a frustré l'accès des personnes aux droits humains fondamentaux, y compris la santé, l'eau et la nourriture.²²⁰ Le 8 novembre, la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement a annoncé des interruptions potentielles d'approvisionnement en eau potable affectant les communes de Delmas, Tabarre et Cité-Soleil.²²¹

La vulnérabilité aux catastrophes naturelles, aux défis environnementaux et à la réponse humanitaire

- Le 14 août 2021, un tremblement de terre de magnitude 7.2 a frappé Haïti²²² avec un impact dévastateur.²²³ Environ 2,200 personnes ont été tuées, plus de 12,000 blessées²²⁴ et des centaines sont toujours portées disparues.²²⁵ 30,250 familles se sont retrouvées sans abri à la suite du tremblement de terre.²²⁶ La Direction générale haïtienne de la protection civile et l'Organisation internationale pour les migrations (**OIM**) ont signalé le 20 septembre qu'environ 38,777 personnes restent déplacées dans 89 lieux de déplacement.²²⁷
- En plus du sans-abrisme et des déplacements internes, le tremblement de terre a eu de graves conséquences sur la santé publique, les personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et aux soins de santé.²²⁸ Les organisations humanitaires, dont l'UNICEF, ont exprimé leur inquiétude quant au fait que le manque d'accès à l'eau potable et les problèmes d'hygiène de l'eau et d'assainissement provoqués par le tremblement de terre pourraient entraîner une résurgence du choléra²²⁹ si des mesures ne sont pas prises pour améliorer la situation.²³⁰ L'accès à la nourriture, aux services essentiels et aux infrastructures a également souffert.²³¹ Environ 980,000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë à la suite du tremblement de terre,²³² et la situation de la sécurité alimentaire dans le sud devrait encore se détériorer.²³³ Les personnes touchées par le tremblement de terre ont également un besoin urgent d'assistance agricole, ce qui a aggravé la crise alimentaire dans le sud.²³⁴
- Les effets du tremblement de terre ont été exacerbés par la dépression tropicale Grace le 16 août²³⁵ et les glissements de terrain qui en ont résulté,²³⁶ qui ont également compliqué les efforts de sauvetage.
- La réponse humanitaire était largement inadéquate: l'aide a tardé à arriver, certaines petites communautés comme Boucan Noël n'ont pas eu accès à l'eau potable, à la nourriture ou à l'aide pendant plus d'une semaine.²³⁷ Plus d'un mois après le tremblement de terre, la moitié des personnes touchées n'avaient toujours pas reçu d'aide;²³⁸ au 23 septembre 2021, certaines régions du sud n'avaient pas encore reçu d'aide alimentaire, et selon l'ONU, seulement 55% de toutes les personnes ciblées pour l'aide alimentaire en avaient reçu, en grande partie en raison de problèmes de logistique et d'accès aux communautés.²³⁹
- Un intervenant humanitaire a observé que le soutien humanitaire et sa coordination restent inadéquats au moment du rapport, avec des « kits abris » ne contenant que des bâches - une trahison des promesses de la communauté d'intervention humanitaire de faire mieux après les réponses terriblement inadéquates au tremblement de terre de 2010 en Haïti.²⁴⁰ Notamment, malgré le discours public sur les « leçons apprises » sur la coordination des efforts internationaux et locaux, le Centre départemental des opérations d'urgence (**COUD**) - l'entité haïtienne chargée de coordonner l'aide humanitaire avec l'appui de l'ONU - a eu du mal à remplir cette fonction et, au moment de la rédaction, ne tenait pratiquement plus de réunions de coordination régulières.

- Les gangs de Martissant ont encore retardé l'assistance et augmenté les coûts en bloquant l'acheminement de l'aide le long des routes contrôlées par les gangs reliant Port-au-Prince au sud, ce qui a nécessité l'utilisation de barges et d'hélicoptères coûteux.²⁴¹
- Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques du 1er novembre, Anel Dorlean, militante environnementale et ingénieure du développement d'Écovert-Haïti, a souligné la vulnérabilité d'Haïti aux changements climatiques et à la dégradation des biosphères critiques.²⁴² Il a noté la conduite internationale exploitante comme un moteur de la vulnérabilité environnementale d'Haïti, y compris aux catastrophes naturelles.²⁴³

L'accès à la nourriture

- En septembre 2021, environ 4.3 millions d'Haïtiens étaient en situation d'insécurité alimentaire.²⁴⁴ Ce chiffre devrait persister au moins jusqu'en février 2022.²⁴⁵
- Comme décrit ci-dessus, le tremblement de terre d'août a exacerbé la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire,²⁴⁶ et la pénurie de carburant a encore aggravé le problème en faisant grimper les prix des denrées alimentaires.²⁴⁷
- La société civile haïtienne continue de faire pression pour la responsabilisation des acteurs étrangers et nationaux - y compris le PHTK - qui sont responsables de faire d'Haïti l'un des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire au monde pays,²⁴⁸ par exemple, en adoptant des politiques qui affaiblissent la capacité agricole d'Haïti et contribuent à l'exploitation et à l'expropriation des terres des agriculteurs.²⁴⁹

L'accès à l'éducation

- Les enfants ont du mal à accéder à l'éducation en raison de l'insécurité générale et de la présence de gangs en Haïti.²⁵⁰ Selon l'UNICEF, « au moins sept écoles de la capitale Port-au-Prince ont été obligées de payer des gangs non identifiés [une somme d'argent équivalant aux frais de scolarité annuels d'environ trois étudiants] en échange de la sécurité au cours des deux derniers mois et . . . d'autres institutions ont également été menacées. »²⁵¹
- Il y a aussi eu la violence des gangs dans les écoles. Par exemple, le 30 octobre 2021, un étudiant et un agent de sécurité ont été blessés pendant une fusillade dans la cour du Collège congrégationaliste Saint-Louis de Bourdon à Port-au-Prince.²⁵² Les kidnappings d'élèves et d'éducateurs se sont multipliés ces dernières semaines: le 19 novembre, quatre écoliers ont été kidnappés sur le chemin de l'école; le 25 novembre, le directeur de la communication de l'Université Quisqueya a été kidnappé à Canapé-Vert; le 30 novembre, deux éducateurs ont été kidnappés à Port-au-Prince.²⁵³ Le directeur régional de l'UNICEF, Jean Gough, a noté que « dans les zones contrôlées par les gangs, les directeurs et les enseignants sont constamment menacés: soit ils acceptent de payer, soit

ils risquent d'être attaqués la nuit. »²⁵⁴ Elle a également souligné les conséquences désastreuses du décrochage, notant que « chaque enfant laissé en dehors de la salle de classe est une recrue potentielle pour les gangs. »²⁵⁵

- L'accès à l'éducation a également été affecté par le tremblement de terre d'août, qui a détruit des écoles dans tout le sud.²⁵⁶ Plus de 230,000 enfants risquent d'abandonner l'école dans les zones touchées par le tremblement de terre.²⁵⁷ Les éducateurs craignent que les effets du tremblement de terre n'aggravent les inégalités existantes dans l'éducation, car les familles pauvres sont obligées de choisir entre reconstruire leurs maisons détruites et payer l'école privée (qui représente 8 % du système éducatif d'Haïti).²⁵⁸

L'accès aux soins de santé

- Comme indiqué ci-dessus, la violence persistante à Port-au-Prince a rendu difficile l'accès aux hôpitaux et aux soins médicaux, l'insécurité mettant les patients et le personnel en danger de blessure ou de mort²⁵⁹ et obligeant plusieurs centres médicaux à fermer.²⁶⁰ L'hôpital MSF de Martissant, qui y fonctionnait depuis quinze ans, a fermé définitivement le 2 août en raison de l'insécurité.²⁶¹ Les ambulances n'ont pas pu fonctionner en raison des barrages routiers des gangs.²⁶²
- La pénurie de carburant a aussi contraint les hôpitaux à réduire considérablement leur capacité et à envisager de fermer, car les générateurs sont à court de carburant.²⁶³ Le 10 novembre, MSF a signalé que « presque tous les établissements de santé publics et privés de Port-au-Prince ont arrêté ou limité les admissions aux seuls cas aigus, ou ont fermé leurs portes en raison de [la pénurie de carburant]. »²⁶⁴ Les opérations hospitalières ont également été affectées, y compris l'utilisation de l'éclairage, des mécanismes de stérilisation, des opérations de laboratoire et des machines essentielles.²⁶⁵ Le personnel hospitalier n'a pas pu se rendre au travail, la pénurie de carburant affectant la disponibilité des transports publics et rendant les taxis trop chers.²⁶⁶ Le National Ambulance Center a fonctionné à capacité réduite, craignant de devoir cesser complètement ses activités.²⁶⁷
- Le nombre de cas de COVID-19 continue d'augmenter en Haïti.²⁶⁸ Au 1er décembre 2021, le ministère de la Santé publique a signalé 25,265 cas de COVID-19 et 738 décès.²⁶⁹
- Les hôpitaux continuent d'être à pleine capacité ou presque pour les patients COVID-19.²⁷⁰ La pénurie de carburant a également réduit la capacité des hôpitaux à obtenir de l'oxygène essentiel au traitement du COVID-19.²⁷¹
- La réponse du gouvernement au COVID a été lente et inadéquate et, au 12 novembre, seulement 0.3 % de la population avait été vaccinée.²⁷² Les experts de la santé en Haïti attribuent son faible taux de vaccination à la désinformation, à la méfiance à l'égard des vaccinations en général et aux dommages causés aux établissements de santé par le tremblement de terre d'août.²⁷³ Dans une illustration dramatique du dysfonctionnement

gouvernemental et institutionnel, Haïti a dû renvoyer des doses du vaccin Moderna reçues des États-Unis dans le cadre du programme de partage de vaccins COVAX pour éviter de les gaspiller,²⁷⁴ avec seulement 135,256 doses sur 500,000 administrées.²⁷⁵

Les pressions pour émigrer

- L'insécurité et l'instabilité politique ont causé une augmentation de la migration hors d'Haïti.²⁷⁶ La plupart des émigrants qui sont interceptés par les autorités frontalières ou de l'immigration sont expulsés,²⁷⁷ l'OIM signalant que 10,831 migrants sont retournés en Haïti entre le 19 septembre et le 19 octobre.²⁷⁸
- Malgré l'extension de la désignation du statut de protection temporaire en mai 2021 aux Haïtiens déjà aux États-Unis,²⁷⁹ l'administration Biden a expulsé les Haïtiens en masse, avec cinq à huit vols d'expulsion par jour depuis septembre.²⁸⁰ À Del Rio, des agents des Douanes et de la protection des frontières américaines à cheval ont été observés en train de chasser des migrants haïtiens.²⁸¹ Les organisations de défense des droits humains ont condamné la réponse des États-Unis comme « le dernier exemple de politiques frontalières américaines racialement discriminatoires, abusives et illégales qui renvoient les gens vers la violence et le désastre humanitaire. »²⁸²
- Les agences des Nations Unies ont appelé à des mesures de protection et à une « approche régionale globale » de la situation des migrants haïtiens.²⁸³ Ceux qui ont des demandes d'asile risquent d'être persécutés à leur retour.²⁸⁴ Les rapatriés des zones contrôlées par les gangs reviennent à une insécurité catastrophique, tandis que ceux du sud retournent dans des maisons détruites par le tremblement de terre. De nombreux rapatriés ont dépensé tout leur argent pour faire le dangereux voyage à travers l'Amérique centrale et se retrouvent sans rien, ou même avec des dettes, ce qui augmente leur vulnérabilité.²⁸⁵ D'autres ont fui Haïti il y a plus de dix ans, retournant dans un pays très différent de celui qu'ils ont quitté, sans aucun réseau social ou familial.²⁸⁶ Dans un pays où beaucoup d'hommes et de femmes adultes ont entre cinq et quinze personnes qui dépendent de leurs revenus pour survivre, les difficultés économiques imposées à plus de 10,000 rapatriés - et la perte conséquente des envois de fonds - vont appauvrir des dizaines de milliers d'autres.²⁸⁷ L'UNICEF a signalé en septembre 2021 que les deux tiers des rapatriés sont des femmes et des enfants, qui sont déjà particulièrement vulnérables aux difficultés économiques et sociales.²⁸⁸
- Les Haïtiens expulsés en raison de condamnations pénales, dont beaucoup ont des problèmes de santé chroniques, sont particulièrement à risque en raison du manque de fournitures médicales et de médicaments en Haïti.²⁸⁹ Haïti retient souvent les dossiers médicaux des déportés qui viennent des États-Unis, violant davantage leur droit à la santé.²⁹⁰

- Les Dominicains d'origine haïtienne continuent de faire face à des problèmes uniques, notamment des arrestations, des déportations et des ultimatums pour les migrants « irréguliers ». ²⁹¹
- Pendant ce temps, le gouvernement dominicain a resserré sa frontière avec Haïti, déployant 12,000 soldats à la frontière le 1er novembre « pour protéger le territoire national de l'instabilité sociale, politique et économique qui prévaut en Haïti. » ²⁹² Le gouvernement a également suspendu indéfiniment son programme de visas spéciaux pour les étudiants haïtiens, qui devrait toucher environ 70,000 étudiants haïtiens. ²⁹³
- En novembre, la République dominicaine a expulsé 153 femmes haïtiennes enceintes, ce que l'ONU a condamné comme un grave danger pour leur bien-être physique et leur vie et une violation des normes internationales sur l'expulsion des migrants. ²⁹⁴ La République dominicaine a également expulsé neuf mères allaitantes et 128 enfants. ²⁹⁵ Certaines des femmes se sont plaintes d'abus physiques et sexuels par des agents dominicains de l'immigration. ²⁹⁶

Le rôle de la communauté internationale

La communauté internationale, qui a soutenu le régime autoritaire de Moïse, ²⁹⁷ a montré un soutien écrasant au gouvernement d'Henry ²⁹⁸ et continue d'appeler à des élections ²⁹⁹ malgré les inquiétudes de la société civile et des experts selon lesquelles des élections libres et équitables sont impossibles dans le contexte actuel. ³⁰⁰ L'envoyé spécial des États-Unis en Haïti, Daniel Foote, a démissionné de son poste le 22 septembre pour ce qu'il a décrit comme une « approche profondément erronée d'Haïti », soulignant en particulier le « marionnettisme international » et le soutien américain à Henry, même s'il a ignoré les solutions proposées par la société civile aux défis d'Haïti. ³⁰¹ Dans un briefing devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre (HFAC), Foote a en outre attiré l'attention sur la position d'Henry en tant qu'héritier du parti PHTK, qu'il a accusé d'être à l'origine de nombreux défis actuels d'Haïti, et qui, a-t-il souligné, ne pouvait pas rester au pouvoir sans le soutien des États-Unis. ³⁰² Comme les États-Unis, l'ONU a également largement ignoré les alternatives de la société civile haïtienne au PHTK. Par exemple, la Représentante spéciale de l'ONU en Haïti, Helen La Lime, n'a pas rencontré la Commission de recherche d'une solution haïtienne à la crise, malgré ses efforts notables pour mettre en place une solution participative et constructive. Certains ont appelé à une certaine forme d'intervention militaire pour répondre aux problèmes de sécurité, bien que la plupart des Haïtiens s'opposent fermement à une telle mesure. ³⁰³ Le BINUH, en attendant, réexamine son mandat. Le 15 octobre 2021, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté pour le renouveler, mais seulement pour neuf mois - un compromis entre les appels dirigés par la Chine pour réduire ou mettre fin entièrement à son mandat et les appels dirigés par les États-Unis pour un renouvellement plus robuste de 12 mois. ³⁰⁴

L'aide étrangère reste concentrée sur la stabilité immédiate, ignorant les causes profondes de la crise et les appels de la société civile à donner la priorité aux objectifs de développement à long terme.³⁰⁵ Comme indiqué ci-dessus, l'aide humanitaire a souffert de certains des mêmes défauts après le tremblement de terre de 2010 en Haïti;³⁰⁶ il était aussi d'échelle plus limitée et lassait de nombreux Haïtiens sans aide d'aucune sorte. Pendant ce temps, l'ONU continue de nier toute responsabilité dans l'épidémie de choléra introduite par les Casques bleus de l'ONU qui a dévasté Haïti pendant près d'une décennie,³⁰⁷ et n'a pas réussi à fournir une réparation significative aux victimes³⁰⁸ ou à mettre en œuvre avec succès des programmes pour éliminer le choléra.³⁰⁹ L'ONU a également largement échoué à faciliter la responsabilisation des cas d'EAS par les Casques bleus de l'ONU en Haïti.³¹⁰

IJDH continue de réitérer ses recommandations des mises à jour précédentes. À savoir, la communauté internationale, y compris l'ONU, devrait accepter la responsabilité des violations des droits humains des Haïtiens et prendre des mesures pour garantir réparation aux victimes, conformément à ses obligations en matière de droits humains.³¹¹ L'histoire d'intervention étrangère d'Haïti avec des conséquences désastreuses et le manque constant de responsabilité des acteurs internationaux ont contribué à la méfiance des Haïtiens à l'égard de l'implication internationale.³¹² Comme décrit dans une déclaration conjointe de la société civile en juillet, pour rétablir la confiance et mieux soutenir l'État de droit et la réalisation des droits de l'homme en Haïti, la communauté internationale devrait soutenir les solutions dirigées par les Haïtiens et « ne pas outrepasser son rôle en déclarant qui a autorité en Haïti.³¹³ Il devrait souligner les perspectives de la société civile, notamment en mettant l'accent sur la garantie des conditions d'élections libres et équitables,³¹⁴ et retirer son soutien aux administrations autoritaires et corrompues.³¹⁵

¹ Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH), Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments November 2020 through May 2021 (2021), <http://www.iwdh.org/wp-content/uploads/2021/06/June-2021-Human-Rights-Update-IJDH.pdf>. See also IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments February 2020 (2020), <http://www.iwdh.org/wp-content/uploads/2020/02/Update-on-Human-Rights-and-Rule-of-Law-Situation-Feb-19-2020.pdf>; IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments March to October 2020 (2020), <http://www.iwdh.org/wp-content/uploads/2020/11/Update-on-Human-Rights-and-Rule-of-Law-Situation-Mar-Oct-2020-FINAL.pdf>; IJDH, Haiti at a Crossroads: An Analysis of the Drivers Behind Haiti's Political Crisis (May 2019), <http://www.iwdh.org/wp-content/uploads/2019/05/IJDH-Report-Haiti-at-a-Crossroads-May-2019.pdf>.

² See Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme, The population is dying!!! The civil and political society is fighting for power post-Jovenel Moïse, the government clings to it (Oct. 26, 2021),

<https://cardh.org/archives/2906>; Catherine Porter & Natalie Kitroeff, 'It's Terror': In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows, *The New York Times* (Oct. 21, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/10/21/world/americas/haiti-gangs-kidnapping.html>; Maria Caspani & Brad Brooks, *Kidnapping in Haiti shines spotlight on gangs, risk experts say*, *Reuters* (Oct. 18, 2021), <https://www.reuters.com/world/americas/kidnapping-haiti-shines-spotlight-gangs-risk-experts-say-2021-10-19/>; United Nations Security Council (UNSC), United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary General (Sept. 27, 2021), ¶ 16, https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/s_2021_828_e.pdf.

³ See Roberson Alphonse, *Incapacité grandissante d'approvisionnement en produits pétroliers*, *Le Nouvelliste* (Sept. 8, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/231522/incapacite-grandissante-dapprovisionnement-en-produits-petroliers>.

⁴ Jacqueline Charles, *Haiti's surge in gang violence affecting fuel deliveries. Lives could be lost, UN says*, *Miami Herald* (Oct. 25, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article255261571.html> ("Lives are likely to be lost in Haiti if fuel deliveries do not reach hospitals immediately," said Pierre Honnorat, the interim UN humanitarian coordinator in Haiti.).

⁵ See *Telecoms hit by fuel shortages in Haiti*, *France 24* (Oct. 26, 2021), <https://www.france24.com/en/live-news/20211026-telecoms-hit-by-fuel-shortages-in-haiti> ("Haiti's telecoms networks have sharply cut back on service because of fuel shortages caused by the tightening grip of criminal gangs on the capital Port-au-Prince.").

⁶ See *Haiti's fuel crisis deepens, banks announce partial closure*, *AP News* (Nov. 5, 2021), <https://apnews.com/article/business-haiti-fbd445e82ce340f1f3333e5081c09b12> ("The shortage has hit hospitals, schools, ambulances, public transportation and others in recent weeks as anger and frustration grows.").

⁷ See Press Release, Médecins Sans Frontières, *Haiti: Shortages of fuel, water, and transportation threaten medical care* (Nov. 10, 2021), <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-shortages-fuel-water-and-transportation-threaten-medical-care> (the fuel shortage has driven food prices up sharply, increasing food insecurity).

⁸ *Fuel shortages paralyze Haiti, disrupting everything from drinking water to phones*, *The Haitian Times* (Oct. 27, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/10/27/fuel-shortages-paralyze-haiti-disrupting-everything-from-drinking-water-to-phones/> (on October 27, the Haitian Times reported that "[t]he technical operating center of the National Direction of Drinking Water (DINEPA) of the metropolitan region of Port-au-Prince may no longer be able to supply drinking water to the municipalities of Delmas, Tabarre and Cité Soleil.").

⁹ See Migration is most prevalent to the United States, the Dominican Republic, Mexico, Cuba, the Bahamas, and Turks-and-Caicos. *Environ 11 000 migrants déportés en Haïti du 19 septembre au 19 octobre, selon le GARR*, *Le Nouvelliste* (Oct. 21, 2021), <https://lenouvelliste.com/alaminate/20137/environ-11-000-migrants-deportes-en-haiti-du-19-septembre-au-19-octobre-selon-le-garr>. The most recent group of migrants also includes many Haitians who fled Haiti after the 2010 earthquake and settled in countries such as Brazil and Chile, and are now attempting to resettle in the United States due to increasingly inhospitable conditions, including facing racism and poverty, in their original countries of asylum. See, e.g. Caitlyn Yates, *Haitian Migration through the Americas: A Decade in the Making*, Migration Policy Institute (Sept. 30, 2021), <https://www.migrationpolicy.org/article/haitian-migration-through-americas>; James Dobbins et al., *How Hope, Fear, and Misinformation Led Thousands of Haitians to the US Border*, *The New York Times* (Sept. 17, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/09/17/us/haitians-border-patrol.html>; Elizabeth Trovall, *Thousands of Haitians are Migrating to the U.S. After Facing Racism, Poverty in Latin America*, *Houston Public Media* (June 11, 2021), <https://www.houstonpublicmedia.org/articles/news/in-depth/2021/06/11/400406/many-haitians-are-migrating-to-the-u-s-after-facing-racism-poverty-in-latin-america/>; Center for Gender and Refugee Studies (CGRS), Haitian Bridge Alliance (HBA) & Instituto para las Mujeres en la Migración (IMUMI), *A Journey of Hope: Haitian Women's Migration to Tapachula, Mexico* (2021), <https://imumi.org/attachments/2020/A-Journey-of-Hope-Haitian-Womens-Migration-to%20Tapachula.pdf>.

¹⁰ See, e.g. International Organization for Migration (IOM), *Situational Report: Return of Migrants and Reception Assistance in Haiti, 19 September to 19 October, 2021* (2021), https://rosanjose.iom.int/site/sites/default/files/Reportes/sitrep_1_-_reception_of_returnees_haiti_-_19_sept._to_19_oct._2021_2.pdf; *US: Treatment of Haitian Migrants Discriminatory*, Human Rights Watch (Sept. 21, 2021), <https://www.hrw.org/news/2021/09/21/us-treatment-haitian-migrants-discriminatory>.

¹¹ See Press Release, Concern Worldwide, *Haiti Earthquake Response* (Aug. 14, 2021), <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-earthquake-response-august-14-2021>.

¹² See *Santé: Alerte des autorités sanitaires et éducatives sur une remontée du nombre de cas positifs au Covid-19 en Haïti*, *AlterPresse* (Oct. 29, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27620> (on October 9, the Ministry of Public Health and Population warned about a significant rise in the number of COVID-19 cases); Claudy Junior Pierre, *Pénurie d'oxygène, l'hôpital St-Luc ne peut plus accueillir de nouveaux patients Covid-19*, *Le Nouvelliste*

(Oct. 14, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232213/penurie-doxygene-lhopital-st-luc-ne-peut-plus-accueillir-de-nouveaux-patients-covid-19> (on October 14, St. Luc Hospital announced it could no longer accommodate additional COVID-19 patients “Due to international and local factors directly affecting the regular supply of oxygen at the national level.”).

¹³ See Brian Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, Responsible Statecraft (Nov. 12, 2021), <https://responsiblestatecraft.org/2021/11/12/how-biden-can-support-democracy-in-haiti/>. At the time of his assassination, Moïse was one of only eleven elected officials remaining in the country; after electoral delays, Parliament became defunct in January of 2020 and Moïse replaced all elected municipal officials by executive decree that June; the judiciary has become increasingly non-functional due in part to political interference and executive failure to renew mandates or protect judicial function; all while the executive consolidated power through unconstitutional use of decrees. Bureau des Avocats Internationaux (BAI) et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti (2021), ¶ 3, 9-11, <http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/07/Updated-Justice-Sector-Challenges-in-Haiti-UPR-Submission-EN-1.pdf>;

Jacqueline Charles, *Slew of presidential decrees have some wondering if Haiti is on the road to dictatorship*, Council of the Americas (Dec. 21, 2020), <https://www.as-coa.org/articles/slew-presidential-decrees-have-some-wondering-if-haiti-road-dictatorship>; Winnie Hugot Gabriel Duval, “*Le Président commet une usurpation de pouvoirs préjudiciables aux valeurs républicaines*,” estime le barreau de Port-au-Prince, Le Nouvelliste (Nov. 17, 2020), <https://lenouvelliste.com/article/223270/le-president-commet-une-usurpation-de-pouvoirs-prejudiciables-aux-valeurs-republicaines-estime-le-barreau-de-port-au-prince>.

¹⁴ See Joshua Keating, *No One Knows Who’s in Charge of Haiti*, The Slate Group (July 27, 2021), <https://slate.com/news-and-politics/2021/07/haiti-president-assassinated-moise-covid.html>.

¹⁵ See Brian Concannon, *Supporting Moïse, Washington lost Haitian trust*, Responsible Statecraft (July 19, 2021), <https://responsiblestatecraft.org/2021/07/19/supporting-moise-washington-lost-haitian-trust/>.

¹⁶ See Pierre Esperance, *Wrong US Call - Haiti Needs a Credible Transitional Government*, Just Security (July 22, 2021), <https://www.justsecurity.org/77552/wrong-us-call-haiti-needs-a-credible-transitional-government/>.

¹⁷ See Wedster Lyvert, «*Ceux qui se sont ralliés à Ariel Henry prouvent qu’ils ne luttèrent pas contre le système mais contre Jovenel Moïse*», estime Pierre Espérance, Le Nouvelliste (Nov. 25, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232802/ceux-qui-se-sont-rallies-a-ariel-henry-prouvent-quils-ne-luttaient-pas-contre-le-systeme-mais-contre-jovenel-moise-estime-pierre-esperance> (Pierre Espérance, the director of a Haitian human rights organization, has expressed skepticism that the formation of a new government will provide a solution to Haiti’s crisis: “the country does not have a problem of government, it has a problem of governance.”); *Nouveau gouvernement, Phtk 3e version, selon l’ancien sénateur Steven Benoit*, Le Nouvelliste (Nov. 25, 2021), <https://lenouvelliste.com/alamminute/20425/nouveau-gouvernement-phkt-3e-version-selon-lancien-senateur-steven-benoit> (Steven Benoit, former US senator, called Henry’s government “PHTK, version 3.0”).

¹⁸ See Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, *supra* note 13.

¹⁹ See, e.g. *Haïti - Transports: Ralentissement des activités à Port-au-Prince, ce lundi 4 octobre 2021, durant une grève générale de protestation contre la criminalité*, AlterPresse (Oct. 4, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27507#.YVzCpZrMKM9>; *Haitians strike against surge in violence, rising fuel costs*, Haitian Times (Oct. 5, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/10/05/haitians-strike-against-surge-in-violence-rising-fuel-costs/>; *Protests erupt around Port-au-Prince after six people, including pastor, are kidnapped*, Haitian Times (Oct. 12, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/10/12/protests-erupt-around-port-au-prince-after-six-people-including-pastor-are-kidnapped/>; *Haïti: grève générale contre l’insécurité et l’emprise des gangs armés*, Radio France Internationale (Oct. 18, 2021), <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20211018-ha%C3%A9ftigr%C3%A8ve-g%C3%A9n%C3%A9rale-contre-l-ins%C3%A9curit%C3%A9-et-l-emprise-des-gangs-arm%C3%A9s?ref=tw>; *Appel à une grève illimitée des transports, contre la criminalité, le kidnapping et la rareté des produits pétroliers en Haïti*, AlterPresse (Oct. 15, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27555#.YWYtE3S2cYU>; *Motorcyclists protest against fuel shortage in Haiti, again*, Haitian Times (Oct. 21, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/10/21/motorcyclists-protest-against-fuel-shortage-in-haiti-again/>; *Société: Nouvelles mobilisations, ce jeudi 21 octobre 2021, contre la pénurie des produits pétroliers en Haïti*, AlterPresse (Oct. 21, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27584>; *Haïti: Une grève générale est fixée pour lundi: Ti blan Bastia report le sit-in prévu devant la Digicel*, Kapzy News (Oct. 23, 2021), <https://kapzynews.com/haiti-une-greve-generale-est-fixee-pour-lundi-ti-blanc-bastia-reporte-le-sit-in-prevu-devant-la-digicel/>; *Roberson Alphonse, Haïti jongle avec des grèves et une pénurie de carburant*, Le Nouvelliste (Oct. 22, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232356/haiti-jongle-avec-des-greves-et-une-penurie-de-carburant>; *Jacque Kolo, Grève générale largement suivie/ Le G-9 maître de lieux dans l’environnement du terminal Varreux*, Rhinews

(Oct. 25, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/greve-generale-largement-suivie-le-g-9-maitre-des-lieux-dans-lenvironnement-du-terminal-varreux/>.

²⁰ The Commission – endorsed at the outset by 382 organizations from a broad range of Haiti's civil society – identified the need for a break with the structural drivers of Haiti's democratic instability (including weakened institutions and endemic corruption). It includes representatives from every department (41 from Artibonite, 21 from Centre, 13 from Grande 'Anse, 35 from Nippes, 25 from Nord, 33 from Nord-Est, 19 from Nord-Ouest, 117 from Ouest, 21 from Sud, 44 from Sud-Est) as well as from the diaspora (14). Press Release, Forum Société Civile Haïtienne, *Notice of Launching of the Commission for Haitian Solution to the Crisis* (May 12, 2021), <https://www.haitiwatch.org/home/commissionforhaitiansolution>; see also Monique Clesca, *My Group Can Save Haiti. Biden Is Standing In Our Way*, *The New York Times* (Dec. 1, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/12/01/opinion/haiti-commission-government.html> (“Facing no perfect alternatives to a corrupt, illegitimate government that rules by decree, we believe the country's best hope is a political transition in which inclusion provides legitimacy, leading to free elections.”).

²¹ *Document final de l'accord du 30 Août 2021 (Montana)*, Ayiti Blog (Sep. 14, 2021), <https://ayiti.blog/document-final-de-laccord-du-30-aout-2021-montana/>; see also Clesca, *My Group Can Save Haiti. Biden Is Standing In Our Way*, *supra* note 20 (the Accord “proposes an interim government whose members, in the absence of elections, will be nominated by various sectors to legitimately represent Haitians...It sets goals for strengthening institutions ahead of elections...[and] contains provisions that guard against self-interest...The accord, which now has more than 900 signatories from groups representing millions of Haitians, includes participants who disagree with one another, ensuring diverse points of view.”); Jacqueline Charles, *Haiti prime minister names new cabinet as armed gangs challenge his rule*, *Miami Herald* (Nov. 24, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article256064692.html> (the Accord “has the backing of at least 40 political parties and more than 300 civil society organizations”). The Accord proposes the formation of a diverse and inclusive National Transitional Council, which will be “made up of representatives of different social and political sectors such as women and peasant organizations, human rights and private organizations, to name a few,” to oversee elections. *Id.* On December 1, the Commission announced it will be appointing 52 members to the National Transitional Council to select the leaders of the interim government, which they hope will spur Henry to step down. See Clesca, *My Group Can Save Haiti. Biden Is Standing In Our Way*, *supra* note 20.

²² See, e.g. *Haiti advocates reject US push for elections after Moïse death*, *Al Jazeera* (July 12, 2021), <https://www.aljazeera.com/news/2021/7/12/haitian-rights-advocates-reject-us-push-for-elections-this-year> (“leading civil society groups as well as rights activists say holding a vote may not be the best way out of the

²³ See RNDDH, *Tragic Assassination of Jovenel Moïse: The president was delivered by security officials* (Aug. 20, 2021), https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2021/08/Tragic-assassination-of-Jovenel-MOISE-The-president-was-delivered-by-officials-responsible-for-his-security-RNDDH-%E2%80%93-Report_A21_No4.pdf (former president Moïse's assassination, “perpetrated by persons vested with state authority who had been entrusted with protecting the victim,” is a salient example of the inability of the police force to protect against political violence); see also *infra* note 139 and associated text.

²⁴ See Danica Coto & Alberto Arce, *Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs*, *AP News* (Oct. 21, 2021), <https://apnews.com/article/business-caribbean-port-au-prince-haiti-gangs-8793b917718e5f67f27317e765c410aa> (“Gangs control up to 40% of Port-au-Prince”); see also *Gangs of Haiti: Why are they so powerful?*, *TRT World* (Nov. 1, 2021), <https://www.trtworld.com/magazine/gangs-of-haiti-why-are-they-so-powerful-51251>; Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme, *The population is dying!!! The civil and political society is fighting for power post-Jovenel Moïse, the government clings to it*, *supra* note 2; *Haiti - FLASH: 1/3 of Port-au-Prince serves as a battlefield for nearly 95 gangs*, *Haiti Libre* (June 25, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-34065-haiti-flash-1-3-of-port-au-prince-serves-as-a-battlefield-for-nearly-95-gangs.html>.

²⁵ See Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme, *The population is dying!!! The civil and political society is fighting for power post-Jovenel Moïse, the government clings to it*, *supra* note 2; Porter & Kitroeff, *'It's Terror': In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2 (“Haiti's gang members have grown so strong that they rule swaths of the country.”).

²⁶ See, e.g. Porter & Kitroeff, *'It's Terror': In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2; UNSC, *United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary General*, *supra* note 2, at ¶ 16 (noting an increase in both kidnappings and “intentional homicides” from the previous reporting period); Charles, *Haiti prime minister names new cabinet as armed gangs challenge his rule*, *supra* note 21 (discussing “an alarming spike in

violent clashes by gangs who are abducting people for ransom, blocking fuel distribution and carrying out attacks on neighborhoods.”); Press release, CARDH, *Kidnapping: Bulletin trimestriel juillet-août-septembre 2021* (Oct. 7, 2021), <https://cardh.org/archives/2647> (there were more kidnappings in the first ten months of 2021 than there were in all of 2020); see also Gabrielle Gorder, *US Guns Flow into Haiti, Fuel Gang Violence*, InSight Crime (Nov. 30, 2021), <https://insightcrime.org/news/us-guns-flow-into-haiti-fuel-gang-violence/> (gangs are getting weapons smuggled into the country by U.S. citizens: on November 13, a U.S. citizen was arrested for smuggling six guns, including two automatic rifles, into Haiti in his checked luggage; on November 16, “seven firearms, including four assault rifles and three handguns, were seized from a cargo container at Port-de-Paix;” and on November 19, three U.S. citizens were arrested after smuggling five firearms and ammunition in their luggage); *Haiti - FLASH: Importante saisie d’armes à feu à Port-de-Paix*, Haiti Libre (Nov. 18, 2021), <https://www.haitilibre.com/article-35268-haiti-flash-importante-saisie-d-armes-a-feu-a-port-de-paix.html>; 3

américains d’origine haïtienne arrêtés à l’aéroport de Port-au-Prince en possession d’armes et de munitions, Haiti Standard (Nov. 21, 2021), <https://haitistandard.com/3-americains-dorigine-haitienne-arretes-a-laeroport-de-port-au-prince-en-possession-darmes-et-de-munitions/>; Andrew Dymburt, *Man traveling with 6 guns out of MIA arrested in Haiti*, WSVN 7 News Miami (Nov. 13, 2019), <https://wsvn.com/news/us-world/man-traveling-with-6-guns-out-of-mia-arrested-in-haiti/>.

²⁷ See Porter & Kitroeff, *‘It’s Terror’: In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2 (“Haitians in the capital live in continual fear.”).

²⁸ See UNSC, United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary General, *supra* note 2, at ¶ 15, 35.

²⁹ See, e.g. Coto & Arce, *Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs*, *supra* note 24; Jacqueline Charles & Michael Wilner, *U.S. warns Americans to leave Haiti as security crisis deepens, hostages remain captive*, Miami Herald (Nov. 12, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article255639801.html>; see also UNSC, United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary General, *supra* note 2, at ¶ 25-27 (outlining the shortcomings of Haiti’s security apparatus).

³⁰ See International Crisis Group, *Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock* (2021), <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/haiti/b44-haiti-path-stability-nation-shock>.

³¹ See Maria Abi-Habib, *As Gangs’ Power Grows, Haiti’s Police Are Outgunned and Underpaid*, The New York Times (Oct. 26, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/10/26/world/americas/haiti-police-gangs.html>.

³² *Haiti: Violence puts patients, staff, and medical activities at risk*, Médecins Sans Frontières (June 11, 2021), <https://www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/news/haiti-violence-puts-patients-staff-and-medical-activities-risk> (Médecins Sans Frontières warn “that medical care cannot be sustained while armed clashes and robberies affect patients, staff, health facilities, and vehicles.”).

³³ See Press Release, UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Haiti: Earthquake Situation Report No. 8 - Final* (Nov. 19, 2021), <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-earthquake-situation-report-no-8-final-29-november-2021> (food and water insecurity continue to be problems months after the 2021 earthquake); *Unbearable insecurity in Haiti amidst violence and economic crisis*, Médecins Sans Frontières (Nov. 24, 2021), <https://www.msf.org/unbearable-insecurity-haiti-amidst-violence-and-economic-crisis> (mobile medical clinics tried to respond to food, water, and sanitation needs in the aftermath of the earthquake); Press Release, Médecins Sans Frontières, *Thousands stranded and exposed as insecurity worsens in Port-au-Prince* (Nov. 24, 2021), <https://reliefweb.int/report/haiti/thousands-stranded-and-exposed-insecurity-worsens-port-au-prince> (“‘Many people sleep outdoors on hot or wet concrete without mattresses, and there is a lack of safe drinking water and food,’ says Mariana Cortesi, MSF medical coordinator.”).

³⁴ See, e.g. Francklyn B. Geffrard, *Menaces sur la sécurité du juge Rénord Régis: Préoccupée, l’ANAMAH alerte l’union internationale des magistrats*, Rhinews (June 20, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/menaces-sur-la-securite-du-juge-renord-regis-preoccupee-lanamah-alerte-lunion-internationale-des-magistrats/> (a judge resigned over threats to his security); *Haiti - Justice: L’Opc préoccupé par la décision de rappeler les policiers affectés à la sécurité des magistrats Jean Wilner Morin et Ikenson Edumé*, AlterPresse (Oct. 6, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27521> (“The Office for the Protection of the Citizen...expresses serious concerns following the decision of the general direction of the National Police of Haiti to withdraw the national police officers assigned to the security of magistrates Jean Wilner Morin, president of the National Association of Haitian Magistrates, and Ikenson Edumé.”); see also *infra* notes 145-149 and associated text.

³⁵ On November 18, an inclusive working group – composed of civil society, security experts, human rights advocates, academics, and representatives from the private sector, the trade union sector, the religious sector, and the diaspora – was established to address the insecurity, with the aim to “[e]ncourage collaboration between the citizen and the security apparatus of Haiti in order to resolve the problem of insecurity in the country in the short, medium and long term.” *Haiti, SÉCURITÉ, POLITIQUE: La Société Civile Haïtienne Crée Un Groupe De Travail Sur La Sécurité*, Le Tout Au Pluriel Magazine (Nov. 19, 2021), <https://letoutauplurielmagazine.com/2021/11/20/haiti-securite-politique-la-societe-civile-haitienne-cree-un-groupe-de-travail-sur-la-securite/>; <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27684>.

³⁶ See, e.g. *Nul autre qu’un président américain ne saurait mieux savoir pourquoi Haïti est dans cet état si dramatique*, AlterPresse (Oct. 31, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27624> (open letter to U.S. President Joe Biden from civil society demanding an end to international, and particularly American, interference in Haiti).

³⁷ Charles, *UN Security Council presses for elections in Haiti*, *supra* note 22 (estimating the number at 162 as of October); International Crisis Group, *Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock*, *supra* note 30 (“As of June 2021, more than 90 armed gangs operated throughout the country and controlled over half the capital Port-au-Prince, according to the UN.”).

³⁸ The *G-9 an Fanmi* (G9 and Family) was founded in June 2020 as a criminal federation of nine gangs run by Jimmy Chérizier (alias “Barbeque”), a former police officer, with close ties to former president Moïse. The G9, and Chérizier in particular, is responsible for some of the most horrific attacks in the past four years. It is Haiti’s largest and most powerful gang. InSight Crime, *G9 and Family* (2021), <https://insightcrime.org/caribbean-organized-crime-news/g9-family-profile/>; Coto & Arce, *Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs*, *supra* note 24.

³⁹ The *400 Mawozo* gang is “one of Haiti’s most notorious street gangs...responsible for multiple killings and kidnappings.” Coto & Arce, *Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs*, *supra* note 24. According to CARDH, *400 Mawozo* is responsible for 80% of kidnappings in Haiti. Jacqueline Charles, *FBI in Haiti after 16 American missionaries visiting an orphanage kidnapped by gang*, Miami Herald (Oct. 18, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article255069057.html>; see also Gessika Thomas & Brian Ellsworth, *Haiti’s 400 Mawozo rose from a petty crime gang to a major kidnapping ring*, Reuters (Oct. 21, 2021), <https://www.reuters.com/world/americas/haitis-400-mawozo-rose-petty-crime-gang-major-kidnapping-ring-2021-10-21/>; Chris Dalby, *Haiti Kidnappings Target Foreigner in Evolution of Security Crisis*, InSight Crime (Oct. 18, 2021), <https://insightcrime.org/news/kidnapping-foreigners-evolution-haiti-security-crisis/> (“security experts said the gang was responsible for most of the kidnappings in the country between June and September 2021.”).

⁴⁰ *Haiti gang leader demands PM resign amid harsh fuel shortages*, Al Jazeera (Oct. 26, 2021), <https://www.aljazeera.com/news/2021/10/26/haiti-gang-leader-demands-pm-resign-amid-harsh-fuel-shortages> (“Chérizier, said in a radio interview on Monday night that he would ensure the safe passage of fuel trucks if Henry were to leave office.”); Mark Wilson, *Fuel, Water, International Aid: Haiti’s Gangs Weaponize Essential Services*, InSight Crime (Nov. 4, 2021), <https://insightcrime.org/news/fuel-water-international-aid-haiti-gangs-weaponize-essential-services/> (Chérizier admitted to having the power to curb the ongoing fuel crisis, but if his political conditions are met). It is important to note that Chérizier’s political allegiances are shaky: he previously supported former president Moïse, until renouncing his support in late June; after Moïse’s assassination in July, Chérizier once again expressed his support. See Jason Beaubien, *Haiti’s Slain President Presided Over The Collapse Of Security In His Country*, NPR (July 20, 2021) <https://www.npr.org/2021/07/20/1018275532/haitis-slain-president-presided-over-the-collapse-of-security-in-his-country> (“Chérizier called Moïse’s killers ‘cowardly’ and called for justice for the slain president.”); Linon Saldarkhan, *Prison Break Lays Bare Haiti Gang Leader’s Ties to Elites*, InSight Crime (Mar. 8, 2021) <https://insightcrime.org/news/prison-break-gang-leader-haiti/> (Human Rights groups express concerns over connections between the Moïse government and the G9 gang).

⁴¹ See Jimmy Chérizier, alias ‘Barbecue’, InSight Crime (Oct. 21, 2021) <https://insightcrime.org/caribbean-organized-crime-news/jimmy-cherizier-alias-barbecue/>; International Crisis Group, *Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock*, *supra* note 30.

⁴² Porter & Kitroeff, *It’s Terror’: In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2.

⁴³ UNSC, United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary General, *supra* note 2, at ¶ 16.

⁴⁴ Press Release, RNDDH, *Dark night in Port-au-Prince and Delmas: RNDDH calls for popular mobilization* (July 1, 2021), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2021/07/8-CP-Nuit-sombre-a-Port-au-Prince-et-a-Delmas.29.30Jun2021-01Juil2021-ENG.pdf>; *Haiti: Investigate President's Killing*, Human Rights Watch (July 8, 2021), <https://www.hrw.org/news/2021/07/08/haiti-investigate-presidents-killing>.

⁴⁵ Tim Padgett, *Haitians Fear Gangs Are Now More Powerful Than Government*, WLRN Miami/South Florida (Sept. 29, 2021), <https://www.wlrn.org/news/2021-09-29/haitians-fear-gangs-are-now-more-powerful-than-government>; International Crisis Group, *Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock*, *supra* note 30.

⁴⁶ See *Haiti: Thousands displaced as gang violence, insecurity escalate*, Al Jazeera (June 15, 2021), <https://www.aljazeera.com/news/2021/6/15/haiti-thousands-displaced-as-gang-violence-insecurity-escalates> (“Thousands of women and children have been displaced by gang violence in the Haitian capital this month, the United Nations’ child rights agency has said, warning that a growing number of families in Port-au-Prince now lack clean water and other necessities.”).

⁴⁷ Jimmy Larose, *Des propriétaires refusent de louer leur maison aux gens qui fuient l'insécurité de Martissant*, Ayibo Post (Oct. 20, 2021), <https://ayibopost.com/des-proprietaires-refusent-de-louer-leur-maison-aux-gens-qui-fuient-linsecurite-de-martissant/> (homeowners are refusing to rent to those fleeing violence in Martissant).

⁴⁸ UNSC, United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary General, *supra* note 2, at ¶ 15; Charles & Wilner, *U.S. warns Americans to leave Haiti as security crisis deepens, hostages remain captive*, *supra* note 29. According to one observer, the number of displaced is over 20,000. Jess DiPierro Obert (@jessobert), Instagram (Oct. 29), https://www.instagram.com/p/CVnw3hALrWy/?utm_medium=copy_link.

⁴⁹ IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments November 2020 through May 2021, *supra* note 1 (describing displacements from the areas in an around Martissant, Cité-Soleil, and Bel-Air, starting with over one thousand people in one seventy-two hour period at the outset of the spike in violence).

⁵⁰ Six months after the violence in Martissant in June, 300 families are still living at the sports center in Carrefour. Obert, *supra* note 48; see also International Crisis Group, *Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock*, *supra* note 30 (ongoing insecurity has further complicated the humanitarian situation for those displaced, with many in “crowded community centres that humanitarian agencies found hard to reach because criminals controlled the vicinity”).

⁵¹ See Charles, *Haiti prime minister names new cabinet as armed gangs challenge his rule*, *supra* note 21; see also *infra* notes 173-174 and associated text.

⁵² See Jacqueline Charles, *In Haiti, armed gangs tax the poor, extort the rich and do the bidding of the powerful*, Miami Herald (Oct. 20, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article255109942.html>; *Haiti top diplomat asks UN Security Council for help with gangs*, Al Jazeera (Oct. 5, 2021), <https://www.aljazeera.com/news/2021/10/5/haiti-top-diplomat-asks-un-security-council-for-help-with-gangs> (U.N. Haiti envoy La Lime notes that the Haitian police force is ‘over-stretched and under-resourced’ and needs a more holistic approach to effectively curtail gang violence); see also Brian Ellsworth & Gessika Thomas, *Haiti crippled by fuel shortages as gang leader demands prime minister resign*, Reuters (Oct. 27, 2021), <https://www.reuters.com/world/haiti-crippled-by-fuel-shortages-gang-leader-demands-prime-minister-resign-2021-10-26/> (Jimmy “Barbecue” Cherizier, the leader of the G9 gang demands the resignation of Ariel Henry on public radio, demonstrating the increased political power and impunity gangs in Haiti have enjoyed in recent months).

⁵³ See, e.g. *Haïti - Transports: Ralentissement des activités à Port-au-Prince, ce lundi 4 octobre 2021, durant une grève générale de protestation contre la criminalité*, *supra* note 19; *Haitians strike against surge in violence, rising fuel costs*, *supra* note 19; *Protests erupt around Port-au-Prince after six people, including pastor, are kidnapped*, *supra* note 19; *Haïti: grève générale contre l'insécurité et l'emprise des gangs armés*, *supra* note 19; *Appel à une grève illimitée des transports, contre la criminalité, le kidnapping et la rareté des produits pétroliers en Haïti*, *supra* note 19.

⁵⁴ See Coto & Arce, *Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs*, *supra* note 24 (“Haiti has roughly 9,000 police officers on the streets, a fraction of the number that would normally patrol a country of more than 11 million people.”); E-mail from Smallholder Farmers Alliance to author (Oct. 27, 2021, 10:10 EST) (on file with author).

⁵⁵ See UNSC, United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary General, *supra* note 2, at ¶ 15.

⁵⁶ See Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, *supra* note 13 (“gangs have been holding Haiti’s people and democracy hostage throughout the PHTK reign, often in collaboration with the PHTK.”); Harvard Law School International Human Rights Clinic & Observatoire Haïtien des crimes contre l’humanité, *Killing with Impunity: State-Sanctioned Massacres in Haiti* (2021), http://hrp.law.harvard.edu/wp-content/uploads/2021/04/Killing_With_Impunity-1.pdf.

⁵⁷ International Crisis Group, *Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock*, *supra* note 30.

⁵⁸ See, e.g. Porter & Kitroeff, *‘It’s Terror’: In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2 (describing “a police role in the killings, including the involvement of active officers and the use of equipment like armored cars or tear gas.”); International Crisis Group, *Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock*, *supra* note 30 (“The police have selectively enforced the law, allied with gangs when convenient and rarely faced discipline for misconduct.”).

⁵⁹ See, e.g. Alberto Arce & Rodrigo Abd, *In Haiti, the difficult relationship of gangs and business*, AP News (Oct. 27, 2021), <https://apnews.com/article/business-caribbean-port-au-prince-haiti-only-on-ap-fc8acb709b09f75b7783e9fab45e830d>; Charles, *In Haiti, armed gangs tax the poor, extort the rich and do the bidding of the powerful*, *supra* note 52 (“members of his [Chérizier’s] deadly alliance have been linked to mass kidnappings, gang violence, extortion and the trafficking of arms and ammunition, as well as drugs.”); *id.* (among other criminal activities, 400 Mawozo has turned to “extorting businesses in the vast, mostly rural territory it controls.”).

⁶⁰ Arce & Abd, *In Haiti, the difficult relationship of gangs and business*, *supra* note 59.

⁶¹ Lulu Garcia-Navarro & Deepa Shivram, *Haiti’s kidnapping crisis is plunging the country even further into turmoil*, WXXI News (Oct. 17, 2021), <https://www.wxnews.org/post/haitis-kidnapping-crisis-plunging-country-even-further-turmoil>; *Kidnapping in Haiti shines spotlight on gangs, risk experts say*, *supra* note 2.

⁶² See Porter & Kitroeff, *‘It’s Terror’: In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2 (“Kidnappings have exploded, long surpassing last year’s high, which itself had increased significantly from the year before, according to the United Nations.”).

⁶³ Jacqueline Charles, *It has been a month since 16 Americans and a Canadian were kidnapped in Haiti*, Miami Herald (Nov. 16, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article255847071.html>; *Haiti - Actualité : Zapping...*, Haïti Libre (Dec. 1, 2021), <https://www.haitilibre.com/article-35378-haiti-actualite-zapping.html>.

⁶⁴ Charles, *It has been a month since 16 Americans and a Canadian were kidnapped in Haiti*, *supra* note 63; Press release, CARDH, *Cellule d’observation de la criminalité Bulletin #6* (Oct. 19, 2021), <https://cardh.org/archives/2862>. BINUH reported lower numbers, but still saw an increase from 2020, “with 328 victims reported to the police in the first eight months of 2021 compared with 234 for all of 2020.” UNSC, United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary General, *supra* note 2, at ¶ 16.

⁶⁵ See Charles, *UN Security Council presses for elections in Haiti*, *supra* note 22.

⁶⁶ Even more concerning, each month saw more kidnappings than the previous: 31 cases were reported in July, 73 in August, 117 in September, and 119 in the first half of October alone. Press release, CARDH, *Kidnapping: Bulletin trimestriel juillet-août-septembre 2021*, *supra* note 26; Francklyn B. Geffrard, *At least 221 cases of kidnapping were recorded between July and September; which represents an increase of 300% according to CARDH*, (Oct. 8, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/au-moins-221-cas-de-kidnapping-ont-ete-enregistres-entre-juillet-et-septembre-ce-qui-represente-une-hausse-de-300-selon-le-cardh/>; see also Press release, CARDH, *Cellule d’observation de la criminalité Bulletin #6*, *supra* note 64 (CARDH reported 782 kidnappings from January to October 16 2021).

⁶⁷ See Gessika Thomas & Brian Ellsworth, *Gangs expand territory as Haiti government struggles to stay in control*, Reuters (Oct. 17, 2021), <https://www.reuters.com/world/americas/gangs-expand-territory-haiti-government-struggles-stay-control-2021-10-17/>.

⁶⁸ See Porter & Kitroeff, *‘It’s Terror’: In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2.

⁶⁹ Francklyn B Geffrard, *Pasteur Jean-Pierre Ferrer Michel libéré après 22 jours de séquestration*, Rhinews (Oct. 25, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/pasteur-jean-pierre-ferrer-michel-libere-apres-22-jours-de->

sequestration/ (“Despite the payment of a ransom of \$300,000, the Pastor [Jean Pierre Ferrer Michel] was held hostage.”).

⁷⁰ Porter & Kitroeff, ‘It’s Terror’: In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows, *supra* note 2 (kidnappers demanded \$17 million - \$1 million for each hostage – for the return of the 17 foreigners kidnapped in October); Francklyn B. Geffrard, *Haiti/ Kipnapping: Jhaninie Janvier and James Philistin and two other people released for ransom ...*, Rhinews (Nov. 28, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/haiti-kidnapping-jhaninie-janvier-et-james-philistin-et-deux-autres-personnes-liberes-contre-rancon/> (on November 24, four people were kidnapped and a ransom of \$5 million was demanded); Jacqueline Charles, *He’s an American. A Haitian gang abducted him three weeks ago. It barely caused a ripple.*, Miami Herald (Oct. 20, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article255153722.html> (“The gang’s initial ransom request was more than \$15 million for the three [kidnapped], including \$8 million for [Pastor Jean Pierre Ferrer] Michel.”).

⁷¹ See *Près d’une centaine de cas de kidnapping signalés au cours du mois de novembre, selon le CARDH*, Le Nouvelliste (Nov. 30, 2021), <https://lenouvelliste.com/alamminute/20480/pres-dune-centaine-de-cas-de-kidnapping-signalés-au-cours-du-mois-de-novembre-selon-le-cardh> (CARDH reported that 10 percent of the 100 or so kidnappings that occurred in November were group kidnappings).

⁷² *Haïti-Criminalité: Un pasteur et deux autres personnes enlevés le 3 octobre 2021 à Delmas*, AlterPresse (Oct. 4, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27505#.YVyf5prMKM->; Roberson Alphonse, *Des kidnappeurs tuent et écumant Port-au-Prince en toute impunité*, Le Nouvelliste (Sept. 27, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/231853/des-kidnappeurs-tuent-et-ecument-port-au-prince-en-toute-impunite>.

⁷³ *Protests erupt around Port-au-Prince after six people, including pastor, are kidnapped*, *supra* note 19.

⁷⁴ Charles, *He’s an American. A Haitian gang abducted him three weeks ago. It barely caused a ripple.*, *supra* note 70 (despite being an American citizen, Pastor Michel’s kidnapping barely garnered any attention in international media); Geffrard, *Pasteur Jean-Pierre Ferrer Michel libéré après 22 jours de sequestration*, *supra* note 69. This is not the first time that gangs have used fake police uniforms in kidnappings. *Haiti- FLASH: A Pastor kidnapped by fake police officers*, Haïti Libre (Apr. 10, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-34902-haiti-flash-a-pastor-kidnapped-by-fake-police-officers.html>.

⁷⁵ *Former deputy mayor, his son among newly kidnapped*, Haitian Times (Dec. 01, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/12/01/former-deputy-mayor-his-son-among-newly-kidnapped/>.

⁷⁶ Onz Chéry, *Préval’s ex-wife, Barbancourt workers, journalists, Frenchman among those snatched as kidnappings resume*, The Haitian Times (Nov. 29, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/11/29/prevals-ex-wife-barbancourt-workers-journalists-frenchman-among-those-snatched-as-kidnappings-resume/>; see also *Nord’Ouest: kidnapping d’une quinzaine de passagers à bord d’un autobus de transport*, Le Nouvelliste (Nov. 23, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232785/nordouest-kidnapping-dune-quinzaine-de-passagers-a-bord-dun-autobus-de-transport> (on November 23, gang members kidnapped fifteen individuals from a transport bus).

⁷⁷ See Francklyn B Geffrard, *La fédération protestante d’Haïti appelle à une journée de grève nationale pour protester contre l’insecurité et le kidnapping*, Rhinews (Sept. 29, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/la-federation-protestante-dhaiti-appelle-a-une-journee-de-greve-nationale-pour-protester-contre-linsecurite-et-le-kidnapping/>; Gessika Thomas, *Haitians protest kidnappings as FBI says it will assist in effort to find missionaries*, Reuters (Oct. 18, 2021), <https://www.reuters.com/world/americas/haitians-strike-protest-kidnappings-pressure-grows-free-missionaries-2021-10-18/> (Haitians participated in a strike, called for by transportation industry leaders, to protest the lack of response following increased gang kidnappings); Dánica Coto & Evens Sanon, *Strikers protest Haiti’s lack of security after kidnappings*, AP News (Oct. 18, 2021), <https://apnews.com/article/caribbean-port-au-prince-kidnapping-haiti-b1afcce986e48e51084f4e4096877a05> (these protests followed the kidnapping of 17 members of a U.S. based missionary group, which brought global attention to the ongoing problem of kidnappings affecting Haitians).

⁷⁸ See *Criminalité: Le Réseau national de défense des droits humains dénonce une insécurité planifiée du régime Phtk en Haïti*, AlterPresse (Sept. 27, 2021), https://www.alterpresse.org/spip.php?article27481#.YVy_WJrMKM- (RNDDH accuses PHTK of “trivializing people’s lives”).

⁷⁹ See *Enlèvement de Wilnord Louis, le syndicat de policiers dénoncent la passivité de la DGPNH*, Le Nouvelliste (Sept. 21, 2021), <https://lenouvelliste.com/alaminate/19770/enlevement-de-wilnord-louis-le-syndicat-des-policiers-denoncent-la-passivite-de-la-dgpnh> (the National Union of Haitian Police Officers denounced the PNH's inaction following the September 12 kidnapping of an agent of the General Security Unit of the National Palace); *Droits humains: L'AIDH exige des actions concrètes pour combattre la criminalité en Haïti*, AlterPresse (Oct. 1, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27496#.YVYfPZrMKM-> (in response to the increase in kidnappings, the *Action internationale pour les droits humains* called on the *Conseil supérieur de la police nationale* to take concrete actions to protect lives and property).

⁸⁰ See Porter & Kitroeff, *'It's Terror': In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2 (Rosy Auguste Ducéna, RNDDH's program director, explains that "'Today, we are talking about it [kidnappings] because American missionaries were kidnapped...In our reality, it's our daily life. Every day, we leave our homes without knowing if we'll be coming back.'").

⁸¹ Charles, *It has been a month since 16 Americans and a Canadian were kidnapped in Haiti*, *supra* note 63.

⁸² Charles, *FBI in Haiti after 16 American missionaries visiting an orphanage kidnapped by gang*, *supra* note 39; Maria Abi-Habib & Ruth Graham, *Missionaries with an American Christian Group Kidnapped in Haiti*, The New York Times (Oct. 16, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/10/16/world/americas/missionaries-kidnap-haiti.html?referringSource=articleShare>; *Haiti – FLASH: The Gang «400 mawozo» demands one million dollars for the release of each American hostage*, Haïti Libre (Oct. 20, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35037-haiti-flash-the-gang-400-mawozo-demands-one-million-dollars-for-the-release-of-each-american-hostage.html>.

⁸³ See Celina Tebor, *2 kidnapped missionaries released in Haiti, US aid group says*, USA Today (Nov. 21, 2021), <https://www.usatoday.com/story/news/world/2021/11/21/haiti-kidnapping-missionaries-released-safety/8713202002/> (the kidnapped group included a Haitian driver, one Canadian, 16 Americans, and five of the victims were children); *2 of 17 kidnapped missionaries are freed in Haiti*, NPR (Nov. 21, 2021), <https://www.npr.org/2021/11/21/1057859804/missionaries-abductees-freed-in-haiti> (while two of the Americans have been returned, the others, including the driver, are still in the gang's custody).

⁸⁴ RNDDH, BAI, *Fédération des Barreaux d'Haïti (FDH)*, *Bureau des droits humains en Haïti (BDHH)*, *Association Nationale des Médias Haïtiens (ANMH)*, Kouraj, *Radio Zénith*, *Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDDH)*, *Ayibopost*, *Action pour la Reforestation et la Défense de l'Environnement (AREDE)*, and *Independent Media Association*.

⁸⁵ *Hearings with Human Rights Defenders in Haiti*, UN Special Rapporteur on Human Rights Defenders (Aug. 17, 2021), <https://srdefenders.org/information/hearings-with-human-rights-defenders-in-haiti/>.

⁸⁶ *Id.* Pierre Espérance, the executive director of RNDDH, has reported repeated threats by gangs against his person and his organization. *Haïti: Menaces de mort à l'encontre de Pierre Espérance*, FIDH (Oct. 6, 2021), <https://www.fidh.org/fr/regions/ameriques/haïti/haïti-menaces-de-mort-a-l-encontre-de-pierre-esperance> (on June 5, 2021, Jimmy Chérizier threatened Espérance with death; he had received similar threats in April 2021); Rep. Andy Levin (@RepAndyLevin), Twitter (June 14, 2021, 1:40 PM), <https://twitter.com/RepAndyLevin/status/1404494031258796033?s=20> (in early June 2021, gangs threatened the office of RNDDH on social media); SR on HRD hearing (on May 10-11, unidentified individuals shot at the RNDHH office); Press Release, Congressman Albio Sires, *Members of Congress Condemn Threats Against Human Rights Defender Pierre Espérance* (Jan. 15, 2020), <https://sires.house.gov/media-center/press-releases/members-of-congress-condemn-threats-against-human-rights-defender-pierre> (threats were made against Espérance in December 2019); *Urgent Action: Human Rights Defender Fears for Safety (Haiti: UA 66.19)*, Amnesty International (May 17, 2021), <https://www.amnestyusa.org/urgent-actions/urgent-action-human-rights-defender-fears-for-safety-haiti-ua-66-19/> (Espérance was also threatened in April 2019, and in 2018 and 2014).

⁸⁷ *Hearings with Human Rights Defenders in Haiti*, *supra* note 85 (the president of Haitian Federation of Bar Associations noted that this is particularly due to threats to judicial actors and the lack of security for judges and lawyers).

⁸⁸ *Id.*

⁸⁹ See UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *HAITI: Displacements due to gang violence in Port-au-Prince* (June 2021), <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Haiti%20-%20Situation%20Report%20Nr.%203%20-%20Displacements%20Port-au-Prince%20-%20final%20-%20ENG.pdf>.

⁹⁰ *Hearings with Human Rights Defenders in Haiti*, *supra* note 85 (AIM’s president, Venel Remarais, noted he has worked in Haiti since the Duvalier dictatorship and has never seen it this bad).

⁹¹ See OCHA, HAITI: Displacements due to gang violence in Port-au-Prince, *supra* note 89.

⁹² See *Hearings with Human Rights Defenders in Haiti*, *supra* note 85 (both Lunie Joseph, the general director of Radio Zenith, an opposition radio station, and Widelore Merancourt, editor-in-chief of Ayibopost, remarked that reporters have received repeated threats due to their anti-government reporting); Justin Jacobs, *Inside Ayibopost: The Necessary, and Danger, of Independent Journalism in Haiti*, American Jewish World Service (Nov. 3, 2021), <https://ajws.org/blog/inside-ayibopost-the-necessity-and-danger-of-independent-journalism-in-haiti/>.

⁹³ Press Release, RNDDH, *Dark night in Port-au-Prince and Delmas: RNDDH calls for popular mobilization*, *supra* note 44.

⁹⁴ Diego Charles was a reporter at Radio Vision 2000, a privately-owned radio and television outlet, and news website Gazette Haïti. He also co-founded news website Larepiblik Magazine. At the time of his death, he had been investigating the unsolved 2020 murder of Monferrier Dorval, the former president of the Port-au-Prince Bar Association. Press Release, Committee to Protect Journalists, *Diego Charles Killed* (June 29, 2021), <https://cpj.org/data/people/diego-charles/>.

⁹⁵ Antoinette Duclair was a political and human rights activist and a vocal critic of the government. She co-founded Larepiblik Magazine with Charles and was a member of the opposition party Matris Liberasyon. *Id.*; *Haiti: Authorities must protect relatives of murdered journalist and activist from death threats*, Amnesty International (Aug. 6, 2021), <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/haiti-authorities-must-protect-relatives-of-murdered-journalist-and-activist-from-death-threats/>.

⁹⁶ Roberson Alphonse, *Port-au-Prince: au moins dix personnes kidnappées en vingt-quatre heures*, Le Nouvelliste (Sept. 24, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/231830/port-au-prince-au-moins-dix-personnes-enlevees-en-vingt-quatre-heures>.

⁹⁷ Chéry, *Préval’s ex-wife, Barbancourt workers, journalists, Frenchman among those snatched as kidnappings resume*, *supra* note 76.

⁹⁸ *Id.*

⁹⁹ IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments November 2020 through May 2021, *supra* note 1; Charles, *Slew of presidential decrees have some wondering if Haiti is on the road to dictatorship*, *supra* note 13.

¹⁰⁰ See Dánica Coto & Evens Sanon, *Haiti faces fresh instability as PM comes under scrutiny*, AP News (Sept. 15, 2021), <https://apnews.com/article/port-au-prince-haiti-f57d0c530cd01452f357d020b8926324> (“Haiti’s government is starting to crumble as Prime Minister Ariel Henry faces increased scrutiny from authorities investigating the president’s slaying, with Henry firing the justice minister late Wednesday, just hours after another top official resigned and accused Henry of obstructing justice in a sharply worded letter.”).

¹⁰¹ See Porter & Kitroeff, *‘It’s Terror’: In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2 (the Moïse administration used gangs “as tools of oppression”); Parker Asmann, *Is Haiti’s G9 Gang Alliance a Ticking Time Bomb?*, InSight Crime (July 23, 2020), <https://insightcrime.org/news/analysis/g9-gang-alliance-haiti/>.

¹⁰² See Porter & Kitroeff, *‘It’s Terror’: In Haiti, Gangs Gain Power as Security Vacuum Grows*, *supra* note 2 (detailing the involvement of both police and gangs in state-sanctioned massacres); Willie Mack, *Haiti and US Policing*, AAIHS Black Perspectives (Sept. 3, 2021), <https://www.aaihs.org/haiti-and-us-policing/> (discussing how U.S. intervention in Haiti helped to create a police force “focused primarily on policing and controlling the Haitian people.”).

¹⁰³ See CARDH, *Bavure policière à “Ravine Pintade” (rue Nord Alexis)* (Sept. 27, 2021).

¹⁰⁴ *Id.*

¹⁰⁵ *Id.*

¹⁰⁶ *Criminalité : « Les Etats-Unis, chefs de file de l’instabilité en Haïti », scandent plusieurs dizaines de protestataires devant l’Ambassade américaine*, Alter Press (Oct. 1, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27498#.YVyc8JrMKM->.

¹⁰⁷ See IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments November 2020 through May

2021, *supra* note 1, at 6 (“No meaningful accountability for PetroCaribe corruption has been realized, and Moïse issued a decree in November to limit the oversight power of Haiti’s Superior Court of Auditors and Administrative Disputes (CSCCA), the organization that has detailed PetroCaribe corruption.”).

¹⁰⁸ Jacqueline Charles, *Haiti corruption scandal: Billions wasted in Venezuelan PetoCaribe aid, new report shows*, Miami Herald (Aug. 19, 2020), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article245045015.html>.

¹⁰⁹ Roberson Alphonse, *PetroCaribe : le juge Ramoncite Accimé gèle l’instruction, retour à la case départ*, Le Nouvelliste (June 24, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/230023/petrocaribe-le-juge-ramoncite-accime-gele-linstruction-retour-a-la-case-depart>; *Haïti-Justice/PetroCaribe : Sit-in annoncé, pour le mardi 29 juin 2021, pour protester contre l’ordonnance du juge Ramoncite Accimé*, AlterPresse (June 28, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27156#.YNxuJBKhhF>.

¹¹⁰ *PetroCaribe : les avocats des plaignants vont interjeter appel de l’ordonnance du juge Ramoncite Accimé*, Le Nouvelliste (June 24, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/230035/petrocaribe-les-avocats-des-plaignants-vont-interjeter-appel-de-lordonnance-du-juge-ramoncite-accime>.

¹¹¹ E-mail from Smallholder Farmers Alliance to author, *supra* note 54.

¹¹² See Richard Sanders, *The ABCs of Haiti’s Elite: Apaid, Boulos and Canada* (2007), https://www.academia.edu/35334207/The_ABCs_of_Haiti_s_Elite_Apaid_Boulos_and_Canada.

¹¹³ See International Crisis Group, *Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock*, *supra* note 30; see also *supra* notes 56-57.

¹¹⁴ Jacqueline Charles, *Human-rights activists accuse new Haiti police chief of past repression and abuse*, Miami Herald (Nov. 1, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article255199321.html>.

¹¹⁵ See Francklyn B. Geffrard, *Pierre Espérance appelle à la démission de Liszt Quitel pour faciliter une enquête judiciaire sur implication présumée dans l’enlèvement du pasteur Jean-Mary Ferrer Michel*, Rhinews (Oct. 20, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/pierre-esperance-appelle-a-la-demission-de-liszt-quitel-pour-faciliter-une-enquete-judiciaire-sur-implication-presumee-dans-lenlevement-du-pasteur-jean-mary-ferrer-michel/>; see also *supra* note 74.

¹¹⁶ He was “the lawyer for Charles ‘Kiko’ St. Rémy, [former president] Martelly’s brother-in-law and reportedly Haiti’s most powerful drug trafficker; Dimitry Vorbe, arch-Jovenel foe and the owner of the idled power company SOGENER; and Woodly ‘Sonson La Familia’ Ethéart, the former head of the infamous ‘Galil Gang,’ a former close associate of Martelly.” Kim Ives, *New Cabinet Reflects Merger of Haiti’s “Radical” Opposition with its Former Nemesis, the Ruling PHTK*, *Haïti Liberte* (Dec. 1, 2021), <https://haitiliberte.com/new-cabinet-reflects-merger-of-haitis-radical-opposition-with-its-former-nemesis-the-ruling-phatk/>.

¹¹⁷ See Coto & Arce, *Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs*, *supra* note 24 (according to James Boyard, a professor of political science at Haiti State University, PNH officers “support them [gangs], tell them how to move, when to go out and when to go in.”); see also *supra* note 58.

¹¹⁸ See *Botched Job: The UN and the Haitian Elections*, Council on Hemispheric Affairs (Feb. 3, 2006), <https://www.coha.org/botched-job-the-un-and-the-haitian-elections/>.

¹¹⁹ *New police chief appointed after Léon Charles resigns from PNH*, *The Haitian Times* (Oct. 22, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/10/22/new-police-chief-appointed-after-leon-charles-resigns-from-pnh/>.

¹²⁰ According to human rights organizations, in 2004 Elbé, the then-police commissioner in Grand-Goâve, was responsible for police repression and multiple civilian killings in Grand-Goâve. Francklyn B. Geffrard, *Frantz Elbé, un prédateur des droits humains à la tête de la police nationale d’Haïti, selon le RNDDH*, Rhinews (Oct. 25, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/frantz-elbe-un-predateur-des-droits-humains-a-la-tete-de-la-police-nationale-dhaiti-selon-le-rnddh/>; Charles, *Human-rights activists accuse new Haiti police chief of past repression and abuse*, *supra* note 114.

¹²¹ *Electoral Council President Accused of Rape*, *Haitian Truth* (Nov. 29, 2012), <http://www.haitian-truth.org/electoral-council-president-accused-of-rape/>; Brian Concannon (@HaitiJustice), Twitter (Sept. 17, 2021, 1:01 PM), <https://twitter.com/HaitiJustice/status/1438911098766471176>. His accuser dropped the charges after Pierre-Louis’ supporters threatened judicial officials handling the case and sent death threats to the accuser and her

family. Brian Concannon, *High Profile Rape Trial Puts Haiti's Justice System to the Test*, Truthout (Jan. 27, 2013), <https://truthout.org/articles/a-system-put-to-the-test/>.

¹²² See *infra* notes 140-142 and associated text.

¹²³ Haiti's judiciary was substantially eroded under Moïse, who failed to renew judicial mandates and even unconstitutionally dismissed justices of Haiti's *Cour de cassation* (supreme court), resulting in vacancies and an ineffective, politicized judicial system. BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13. Prime Minister Henry's appointment of six new magistrates to the Superior Council on Judicial Power, a critical body for the protection of judicial independence, on October 1 was insufficient to address the problems with Haiti's judiciary. See *Haïti-Justice: Installation, ce 1er Octobre 2021, de six membres devant compléter le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire*, AlterPresse (Oct. 1, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27502#.YVyaUJrMKM->; Caleb Lefèvre, *Environ 400 magistrats réclament l'installation des nouveaux membres du CSPJ*, Le Nouvelliste (Sept. 24, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/231814/environ-400-magistrats-reclament-linstallation-des-nouveaux-membres-du-cspj>.

¹²⁴ See BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 6.

¹²⁵ See Geffrard, *L'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse est une vaste tromperie où se conjuguent combines et arrangement sordides, selon Pierre Espérance...*, *supra* note 141 (Pierre Espérance, RNDDH's executive director, says the investigation has been undermined from all directions).

¹²⁶ See BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 1.

¹²⁷ See RNDDH, Conditions générales de détention et status juridique des prisonniers-ères en Haïti (Nov. 4, 2021), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2021/11/RapM-Prisons-102021.pdf>; Francklyn B. Geffrard, *Les prisonniers haïtiens victimes de traitements cruels, inhumains et dégradants dans les centres carcéraux, selon un rapport du RNDDH*, Rhinews (Nov. 5, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/les-prisonniers-haitiens-victimes-de-traitements-cruels-inhumains-et-degradants-dans-les-centres-carceraux-selon-un-rapport-du-rnddh/>; see also BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 30 ("Haiti remains noncompliant with the 2008 Inter-American Court of Human Rights (IACtHR) judgment in *Yvon Neptune v. Haiti*, which required Haiti to bring its prisons into compliance with international minimum standards by 2010.").

¹²⁸ See *id.* at ¶ 29-37.

¹²⁹ *Id.* at ¶ 5.

¹³⁰ *Haiti - Justice: The Protector of the Citizen paints a dark portrait of Haiti in Geneva*, Haïti Libre (June 7, 2018), <https://www.haitilibre.com/en/news-24875-haiti-justice-the-protector-of-the-citizen-paints-a-dark-portrait-of-haiti-in-geneva.html>.

¹³¹ U.N. Secretary-General, BINUH, U.N. Doc. S/2021/559 (June 11, 2021), ¶ 36.

¹³² See BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 6.

¹³³ There is evidence that the 2018 La Saline massacre, in which at least 71 people were killed and more injured, tortured, and raped, was politically motivated. Implicated officials include then-police officer Jimmy Chérizier and then-government officials Fednel Monchery and Joseph Pierre Richard Duplan—despite sanctions from the

U.S. government against all three and an outstanding arrest warrant for Chérizier, none have been tried. *Id.* at ¶ 6(b).

¹³⁴ Dorval, the former president of the Port-au-Prince Bar Association and vocal critic of Moïse's administration, before his death, Dorval had denounced government mismanagement, a series of decrees, the constitutional reform project, and the subordination of elections thereto in a radio interview." *Id.* at ¶ 6(d).

¹³⁵ Charlot Jeudy was a prominent LGBTQIA+ activist and founder of *Kouraj*, a Haitian LGBTQIA+ advocacy group. He was found dead in his home in Haiti in November 2019. Despite an ongoing investigation, the circumstances of his death are still unknown and no formal remedies have been identified. Colin Stewart, *Haiti: A year later, a cry for justice for LGBTI activist Charlot Jeudy*, 76Crimes (Dec. 8, 2020), <https://76crimes.com/2020/12/08/haiti-a-year-later-a-cry-for-justice-for-lgbti-activist-charlot-jeudy/>.

¹³⁶ See *New appeal to the IACHR seeking the accountability of the Government of Haiti in light of the judicial standstill in the case of Duvalier and others*, Avocats Sans Frontières (Sept. 30, 2021), <https://www.asfcanada.ca/en/medias/news/new-appeal-to-the-iachr-seeking-the-accountability-of-the-government-of-haiti-in-light-of-the-judicial-standstill-in-the-case-of/>; BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 6.

¹³⁷ *New appeal to the IACHR seeking the accountability of the Government of Haiti in light of the judicial standstill in the case of Duvalier and others*, *supra* note 136.

¹³⁸ See BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at n. 26 (“Further emblematic of Haiti’s broad pattern of impunity is the government’s failure to comply with two judgments rendered against it by the Inter-American Court of Human Rights:” *Yvon Neptune Vs. Haiti and Fleury y otros*).

¹³⁹ See Christopher Sherman & Evens Sanon, *President’s murder inquiry slow amid Haiti’s multiple crises*, AP News (Sept. 1, 2021), <https://apnews.com/article/haiti-c39d308007112f0a173f25b039869db9> (the Moïse investigation is emblematic of the lack of accountability born of judicial disfunction and corruption); Francklyn B. Geffrard, *Assassinat de Jovenel Moïse : Quatre mois après, l’auteur intellectuel du crime n’a toujours pas été identifié. Les ‘jovenelistes’ expriment leur indignation...*, Rhinews (Nov. 7, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/assassinat-de-jovenel-moise-quatre-mois-apres-lauteur-intellectuel-du-crime-na-toujours-pas-ete-identifie-les-jovenelistes-expriment-leur/> (four months after the assassination, several arrest warrants still have not been executed); Geffrard, *L’enquête sur l’assassinat de Jovenel Moïse est une vaste tromperie où se conjuguent combines et arrangement sordides, selon Pierre Espérance...*, *supra* note 141 (“Pierre Espérance, executive director of the National Network for the Defense of Human Rights (RNDDH) expresses serious doubts about the possibility that the investigation into the assassination of former president Jovenel Moïse will succeed.”); see also Ives, *New Cabinet Reflects Merger of Haiti’s ‘Radical’ Opposition with its Former Nemesis, the Ruling PHTK*, *supra* note 116 (Haiti’s new Justice Minister, Berto Dorcé, appointed by Henry, has ties to individuals allegedly involved in Moïse’s assassination – former president Michel Martelly and his brother-in-law and infamous drug trafficker Charles ‘Kiko’ St. Rémy – raising concerns that “the investigation into Moïse’s killing will continue to be buried and delayed, further frustrating the calls for ‘Justice for Jovenel Moïse.’”).

¹⁴⁰ *Haiti crisis deepens after prime minister sacks prosecutor*, Al Jazeera (Sept. 15, 2021),

<https://www.aljazeera.com/news/2021/9/15/haiti-crisis-deepens-after-prime-minister-sacks-prosecutor>.

¹⁴¹ Francklyn B. Geffrard, *L’enquête sur l’assassinat de Jovenel Moïse est une vaste tromperie où se conjuguent combines et arrangement sordides, selon Pierre Espérance...*, Rhinews (Nov. 18, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/lenquete-sur-lassassinat-de-jovenel-moise-est-une-vaste-tromperie-ou-se-conjuguent-combines-et-arrangement-sordides-selon-pierre-esperance/>.

¹⁴² *Id.*; Radio Télé Métro (Radio_Metronome), Twitter (Nov. 28, 2021, 6:38 PM),

https://twitter.com/Radio_Metronome/status/1465102951232548865; Francklyn B. Geffrard, *Le RNDDH demande à Garry Orélien de se déporter de l’instruction du dossier de l’assassinat de Jovenel Moïse*, Rhinews (Nov. 28, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/le-rn-ddh-demande-a-garry-orelien-a-se-deporter-de-l-instruction-du-dossier-de-l-assassinat-de-jovenel-moise/>.

¹⁴³ Caleb Lafèvre, *Le cabinet du juge Garry Orélien et deux greffes cambriolés*, Le Nouvelliste (Oct. 28, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232430/le-cabinet-du-juge-garry-orelien-et-deux-greffes-cambrioles>.

¹⁴⁴ Robenson Geffrard, *Des pièces à conviction de l’affaire Dorval, toutes les déclarations de patrimoine et d’autres dossiers pendants volés au greffe du tribunal*, Le Nouvelliste (Nov. 8, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232574/des-pieces-a-conviction-de-laffaire-dorval-toutes-les-declarations-de-patrimoine-et-dautres-dossiers-pendants-voles-au-greffe-du-tribunal>.

¹⁴⁵ Geffrard, *Menaces sur la sécurité du juge Rénord Régis: Préoccupée, l’ANAMAH alerte l’union internationale des magistrats*, *supra* note 34.

¹⁴⁶ *Assassinat de Me Dorval: le juge Rénord Régis, en charge du dossier, démissionne*, Le Nouvelliste (Sept. 16, 2021), <https://lenouvelliste.com/alamminute/19726/assassinat-de-me-dorval-le-juge-renord-regis-en-charge-du-dossier-demissionne>.

¹⁴⁷ Judges Jean Wilner Morin, president of the National Association of Haitian Magistrates, and Ikenson Edumé, president of the National Network of Haitian Magistrates. *Haïti-Justice : Vives indignations des associations de magistrats contre la décision de rappeler les policiers affectés à la sécurité des juges Jean Wilner Morin et Ikenson Edumé*, AlterPresse (Oct. 6, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27522#.YWBS5GZK3I>.

¹⁴⁸ *Id.*

¹⁴⁹ Security is a particularly serious problem, with litigants exposed to potential breaches of privacy. *See* RNDDH, Conditions générales de fonctionnement des Tribunaux de Paix en Haïti (October 4, 2021).

¹⁵⁰ *Haiti - Justice: The Protector of the Citizen paints a dark portrait of Haiti in Geneva*, *supra* note 130.

¹⁵¹ BINUH & OHCHR, “Nap mouri”: rapport sur les conditions de détention en Haïti (2021), https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2021.06.26_rapport_detention_final.pdf (finding severe overcrowding, lack of appropriate sanitation and hygiene, and inadequate access to food and clean water).

¹⁵² *See* BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 32-33 (“In May 2021, health care workers at the Penitentiary once again observed many emaciated prisoners and a rising mortality rate.”).

¹⁵³ RNDDH, Conditions générales de détention et status juridique des prisonniers-ères en Haïti, *supra* note 127, at ¶ 3; *see also* BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 31 (“As of May 31, 2021, Haiti’s prisons had reached an occupancy rate of 339 percent.”).

¹⁵⁴ BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 36 (“there are reports of serious abuse directed at detainees, including allegations of cruel, inhuman, and degrading treatment in prisons and makeshift detention centers. Correction officers use excessive and sometimes deadly force in responding to attempted prison escapes, maintaining order, and silencing complaints.”); *see also, e.g.*, Press release, Amnesty International, *Haiti: Investigation urged into killing of Haitian President and grave human rights violations under his watch* (July 7, 2021), <https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/07/haiti-investigation-urged-into-killing-of-haitian-president-and-grave-human-rights-violations-under-his-watch/> (“The Colombians in custody have accused Haitian police of using force and pressure to get them to confess their roles, and the government of Colombia has written to Haiti officials expressing concerns about the treatment of its nationals and respect for human rights.”).

¹⁵⁵ BINUH & OHCHR, “Nap mouri”: rapport sur les conditions de détention en Haïti, *supra* note 151, at 24, (“the very limited number of complaints...is explained by the absence of a formal mechanism allowing inmates to submit their complaint directly, as well as ignorance of those detained of this possibility. Besides, a number of inmates expressed their skepticism about the possibility of obtaining justice, and have testified they fear reprisals if they complain.”); BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 37 (“complaints are few, and impunity is pervasive. The UN’s June 2021 report on Haiti’s prisons found that prisoners cannot meaningfully exercise their right to file complaints, including because of fear of reprisals and skepticism that doing so will bring change. As a result, detainees have few means of challenging life-threatening conditions or mistreatment, some of which may amount to torture or cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. Related government policies contribute to reinforcing the de facto impunity for any violations suffered.”).

¹⁵⁶ BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Gender-Based Violence in Haiti (2021), ¶12, http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/07/Gender-Based-Violence-in-Haiti_UPR-Submission_EN.pdf.

¹⁵⁷ *See id.* at ¶ 5, (“Recent political instability and natural disasters in Haiti have further exacerbated these longstanding vulnerabilities [to GBV] and the government has taken insufficient measures to address both the historic and contemporary drivers of GBV and gender inequality.”).

¹⁵⁸ *See id.* at ¶ 6-7.

¹⁵⁹ *See, e.g. Women and girls with disabilities among most affected by Haiti earthquake*, Humanity & Inclusion (Sept. 27, 2021), <https://humanity-inclusion.org.uk/en/news/women-and-girls-with-disabilities-among-most-affected-by-haiti-earthquake> (women and girls with disabilities were – and continue to be – particularly affected by the August earthquake); *Systemic Human Rights Violations against Deaf Women in Haiti*, Deaf Vee Journal (July 4, 2021), <https://deafvee.org/2021/07/04/systemic-human-rights-violations-against-deaf-women-in-haiti/> (deaf women and girls are especially vulnerable to violence).

¹⁶⁰ See Outright International, Haiti, <https://outrightinternational.org/region/haiti> (last accessed Nov. 30, 2021); Anne Branigin, *For young trans Haitians, there are few lifelines when disaster strikes. One shelter offers a rare safe haven.*, The Lily (Aug. 25, 2021) <https://www.thelily.com/for-young-trans-haitians-there-are-few-lifelines-when-disaster-strikes-one-shelter-offers-a-rare-safe-haven/> (support services are severely lacking for transgender individuals).

¹⁶¹ See *Des femmes séropositives sensibilisées sur la covid-19*, La Rédaction (July 17, 2021), <https://rhjs.ht/2021/07/17/des-femmes-seropositives-sensibilisees-sur-la-covid-19/feb>

¹⁶² Susan A. Bartels, Carla King & Sabine Lee, “When It’s a Girl, They Have a Chance to Have Sex With Them. When It’s a Boy...They Have Been Known to Rape Them”: Perceptions of United Nations Peacekeeper-Perpetrated Sexual Exploitation and Abuse Against Women/Girls Versus Men/Boys in Haiti, *Frontiers in Sociology* (Sept. 24, 2021), <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsoc.2021.664294/full>. A 2016-2017 study put the number at more than one in three women and girls. BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Gender-Based Violence in Haiti, *supra* note 156, at ¶ 6; see also *Crises in Haiti leave women and girls ever more vulnerable*, UNFPA (July 29, 2021), <https://www.unfpa.org/news/crises-haiti-leave-women-and-girls-ever-more-vulnerable> (according to the UN, GBV was up 377 % in 2020).

¹⁶³ OCHA, HAITI: Displacements due to gang violence in Port-au-Prince, *supra* note 89.

¹⁶⁴ See CARE Haiti, Rapid Gender Analysis in Haiti Impacts of the 2021 Earthquake (2021), <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Haiti-Earthquake-RGA-September-2021.pdf> (“43% of community leaders and 75% of youth say GBV has increased since the earthquake. 70% of organizations say women and girls are most at risk of GBV.”).

¹⁶⁵ See BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Gender-Based Violence in Haiti, *supra* note 156, at ¶ 6; *Crises in Haiti leave women and girls ever more vulnerable*, *supra* note 162 (“Victims are locked in their homes or temporary shelters and cannot ask for help. Another weakness is the lack of legal support for the victim who tells us she has been raped.”).

¹⁶⁶ See, e.g. *Haiti: Violence puts patients, staff, and medical activities at risk*, *supra* note 32 (MSF reported in June that “the general increase in violence in the country is affecting the ability of sexual violence survivors to seek much-needed care.”); UNSC, United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary General, *supra* note 2, at ¶ 15 (BINUH reported that the closure of the MSF hospital in August directly impacted the number of GBV reports); *Crises in Haiti leave women and girls ever more vulnerable*, *supra* note 162 (“Women ‘are caught in the crossfire between COVID-19 and violence,’ said Dr. Marie Deschamps, assistant director of medical institution GHESKIO.”).

¹⁶⁷ See OCHA, HAITI: Displacements due to gang violence in Port-au-Prince Situation Report No. 2, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Haiti%20-%20Situation%20Report%20Nr.%202%20-%20Displacements%20Port-au-Prince%20-%20final%20-%20ENG%20%281%29.pdf> (“GBV services are limited, as several health centres are closed or operating with limited capacities in affected areas as patients and staff members can’t access the centres. The limited access may also lead to poor identification of the most vulnerable who are outside of the sites and in need of protection.”); see also *infra* notes 259-267 and associated text.

¹⁶⁸ *Crises in Haiti leave women and girls ever more vulnerable*, *supra* note 162; see also SwissInfo, *عزف العصابات إلى الحرب يدفع مركان أجاء نؤيرة ني العاصمة الهايتية إلى الحرب* (June 19, 2021), <https://www.swissinfo.ch/ara/afp/%D8%B9%D9%86%D9%81-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B5%D8%A7%D8%A8%D8%A7%D8%AA-%D9%8A%D8%AF%D9%81%D8%B9-%D8%B3%D9%83%D8%A7%D9%86-%D8%A3%D8%AD%D9%8A%D8%A7%D8%A1-%D9%81%D9%82%D9%8A%D8%B1%D8%A9-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D8%B5%D9%85%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%87%D8%A7%D9%8A%D8%AA%D9%8A%D8%A9-%D8%A5%D9%84%D9%89-%D8%A7%D9%84%D9%87%D8%B1%D8%A8/46718534> (UNICEF reported that “the gym in the sports center in Carrefour currently accommodates 1,120 people, including 450 children and about 600 women and girls living in very difficult conditions.”).

¹⁶⁹ CARE Haiti, Rapid Gender Analysis in Haiti Impacts of the 2021 Earthquake, *supra* note 164

¹⁷⁰ See *id.* (“24% women disproportionately stressed the risk of disease compared to 5% for men. Women and girls bear the biggest burden with this impact, both because they are responsible for getting and carrying water, and because of their specific water needs for their menstrual hygiene.”).

¹⁷¹ See *id.* (“33% of girls — versus 28% of boys — say food security is their number one concern. Of particular concern is the finding that only those who have physical strength can access the distributions, and that, women who must stay at home to protect their children do not have access.”); OCHA, HAITI: Earthquake Situation Report No.6 (Sept. 23, 2021),

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/2021-09-23_haiti_earthquake_sitrep_no._6_en.pdf (“According to initial estimates from the Nutrition Sector, 33,908 pregnant and lactating women and 167,118 children under 5, including 62,730 children under 2 (18,771 being less than 6 months), are at risk and need urgent nutrition interventions in the areas affected by the earthquake.”).

¹⁷² See CARE Haiti, Rapid Gender Analysis in Haiti Impacts of the 2021 Earthquake, *supra* note 164 (“68% of service providers find that women have little or no access to health care. The risks are high for pregnant women (according to 46% of service providers) and people with disabilities (according to 27% of providers).”).

¹⁷³ See OCHA, HAITI: Displacements due to gang violence in Port-au-Prince, *supra* note 89; Charles, *Haiti prime minister names new cabinet as armed gangs challenge his rule*, *supra* note 21 (According to MSF, “[s]ome women and girls have reported sexual violence, harassment and physical violence in the [displacement] sites, where they lack privacy and safe spaces.”).

¹⁷⁴ See OCHA, HAITI: Displacements due to gang violence in Port-au-Prince Situation Report No. 2, *supra* note 167; SwissInfo, *عزف الإغصابات يدفع سكان أحباء نؤيرة ني العاصمة الهايتية إلى العرب*, *supra* note 168 (“Humanitarian workers warn that a number of the displaced have fallen victim to ‘sexual abuse, including rape, by host families’, some of which offer ‘shelter in exchange for sex.’”).

¹⁷⁵ See CARE Haiti, Rapid Gender Analysis in Haiti Impacts of the 2021 Earthquake, *supra* note 164 (“23% of adult women and 8% of men saw that their economic activities were interrupted [as a result of displacement following the August earthquake]...57% of girls have lost their productive capital — the part of the population most affected by this problem.”).

¹⁷⁶ See BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Gender-Based Violence in Haiti, male partners for income and support of their children and have no alternatives.”); see also CGRS, HBA & IMUMI, *A Journey of Hope: Haitian Women’s Migration to Tapachula*, *supra* note 9 (“Poverty results in a lack of education and employment opportunities for everyone, but especially women, because they are often financially dependent on men and viewed as inferior. Attending school in Haiti, which requires fees for books, uniforms, and tuition, is often too expensive for families to pay. Young women and adolescent girls may be forced into prostitution or transactional sex to pay for school-related expenses. Furthermore, women’s unemployment in the formal sector is a third higher than that of men, and the disparity is even greater in rural parts of the country.”).

¹⁷⁷ UNICEF estimated that 71 women and 30 children have been kidnapped between January and October 2021, far surpassing the 59 women and 37 children taken for ransom in all of 2020. Press Release, UNICEF, *Pic alarmant d’enlèvements de femmes et d’enfants en Haïti - UNICEF* (Oct. 21, 2021), <https://www.unicef.org/haiti/communiqu%C3%A9s-de-presse/pic-alarmant-denl%C3%A8vements-de-femmes-et-enfants-en-ha%C3%A9ti-unicef>; *At least 100 women, children among kidnapped in Haiti, raising alarm*, The Haitian Times (Oct. 22, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/10/22/at-least-100-women-children-among-kidnapped-in-haiti-raising-alarm/>.

¹⁷⁸ See UNICEF Warns Haiti Fuel Shortages Put Hospitalised Women and Children at Risk, Reuters (Oct. 24, 2021), <https://www.usnews.com/news/world/articles/2021-10-24/unicef-warns-haiti-fuel-shortages-put-hospitalised-women-and-children-at-risk> (“‘The lives of many child-bearing women and newborn babies are in danger because hospitals that should give them life-saving care cannot operate normally due lack of fuel,’ said Raoul de Torcy, UNICEF Deputy Representative for Haiti, in a statement.”); UNFPA reported in July that 15% of the 1,000 or so deliveries anticipated from August to October were likely to have complications. *Crises in Haiti leave women and girls ever more vulnerable*, *supra* note 162. For a discussion of harms suffered by pregnant Haitian women in the Dominican Republic, see *infra* notes 294-296 and associated text.

¹⁷⁹ The Commission includes two female commissioners. Press Release, Forum Société Civile Haïtienne, *Notice of Launching of the Commission for Haitian Solution to the Crisis*, *supra* note 20.

¹⁸⁰ See BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Gender-Based Violence in Haiti, *supra* note 156, at ¶ 12 (women are repeatedly left out of political processes); CARE Haiti, Rapid Gender Analysis

in Haiti Impacts of the 2021 Earthquake, *supra* note 164 (women play a critical part in the earthquake response, but “the presence of women in decision-making is weaker...Most service providers say that women played an informal role in the earthquake response, but they played a limited role in managing the response, with a general lack of female leaders.”).

¹⁸¹ See Press Release, UN HRC, *UN expert on slavery expresses concern over 'restavek' system in Haiti* (June 10, 2009), <https://reliefweb.int/report/haiti/un-expert-slavery-expresses-concern-over-restavek-system-haiti>; *Haiti Earthquake Heightens Concerns About Child Slavery*, Cincinnati Edition (Sept. 13,

2021), <https://www.wvuxu.org/show/cincinnati-edition/2021-09-13/haiti-earthquake-heightens-concerns-about-child-slavery>. The exact number of restavek children is unknown, but was last estimated at upwards of 225,000 in 2019. Some experts said the real number could be more than 500,000. *Hundreds of thousands of Haitian children suffer in slavery — and women play a key role in perpetuating the system*, The Conversation (May 8, 2019), <https://theconversation.com/hundreds-of-thousands-of-haitian-children-suffer-in-slavery-and-women-play-a-key-role-in-perpetuating-the-system-115398>.

¹⁸² *Haiti Earthquake Heightens Concerns About Child Slavery*, *supra* note 181.

¹⁸³ Fiona de Hoog Cius, *Elimination of Child Labour: Lessons learnt from child slavery in Haiti*, Rosa Luxemburg (Feb. 22, 2021), <https://rosalux-geneva.org/elimination-of-child-labour-lessons-learnt-from-child-slavery-in-haiti/>.

¹⁸⁴ Paisley Dodds, *Haitian court orders UN peacekeeper to pay child support in landmark case*, The New Humanitarian (Mar. 12, 2021), <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2021/3/12/UN-peacekeeper-ordered-to-pay-child-support-to-Haitian-mother>; Lillian Perlmutter, *UN Peacekeeper Ordered to Pay Child Support for Baby He Abandoned*, Vice World News (Mar. 26, 2021), <https://www.vice.com/en/article/88azpk/un-peacekeeper-ordered-to-pay-child-support-for-haiti-baby-he-abandoned>; Onize Ohikere, *Haiti mandates UN peacekeeper to pay child support*, World (Mar. 19, 2021), <https://wng.org/roundups/haiti-mandates-un-peacekeeper-to-pay-child-support-1617222610>; Jacmel : un soldat de la MINUSTAH condamné à verser une pension alimentaire, Rezo Nòdwes (Mar. 9, 2021), <https://reznodwes.com/2021/03/09/jacmel-un-soldat-de-la-minustah-condamne-a-verser-une-pension-alimentaire/>; *Why the UN Has a Sexual Abuse Problem*, Vice News (Apr. 26, 2021), <https://www.youtube.com/watch?v=BxVUpGCeyu0>. A copy of the judgment is available at <http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2021/03/Judgement-.pdf>.

¹⁸⁵ UN Office of Internal Oversight Services, *Inspection and Evaluation Reports*, <https://oios.un.org/inspection-evaluation-reports>.

¹⁸⁶ See Press Release, IJDH, *IJDH Statement: Internal Evaluation of the UN's response to peacekeeper sexual exploitation and abuse*, http://www.ijdh.org/press_release/ijdh-statement-internal-evaluation-of-the-uns-response-to-peacekeeper-sexual-exploitation-and-abuse/ (last accessed December 1, 2021).

¹⁸⁷ *Marijàn et Nègès Mawon déplorent l'absence totale de justice pour les femmes et filles victimes de violences en Haïti*, AlterPresse (Nov. 26, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27710>.

¹⁸⁸ OCHA, HAITI: Displacements due to gang violence in Port-au-Prince, *supra* note 89.

¹⁸⁹ acaps, *HAITI Gang violence* (July 14, 2021), https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20210714_acaps_start_network_briefing_note_haiti_gang_violence.pdf.

¹⁹⁰ OCHA, HAITI: Displacements due to gang violence in Port-au-Prince, *supra* note 89.

¹⁹¹ See *Haiti: Resilience in times of crisis*, UN Women (Nov. 24, 2021), <https://www.unwomen.org/en/news-stories/feature-story/2021/11/haiti-resilience-in-times-of-crisis>; *Women and girls with disabilities among most affected by Haiti earthquake*, *supra* note 159 (according to Marijoe Pierre, President of the Haitian Association for Women with Disabilities in the South, “[t]he lives of women with disabilities are threatened in their shelters...They are particularly vulnerable because many cannot run away from threats. Deaf or blind women living in makeshift shelters in displacement sites cannot hear or see if a dangerous person is approaching. They are very exposed.”); CARE Haiti, *Rapid Gender Analysis in Haiti Impacts of the 2021 Earthquake*, *supra* note 164 (healthcare risks are particularly high for women with disabilities, who lack access to healthcare).

¹⁹² *Women and girls with disabilities among most affected by Haiti earthquake*, *supra* note 159.

¹⁹³ *Systemic Human Rights Violations against Deaf Women in Haiti*, *supra* note 159.

¹⁹⁴ See Mark Schuller, *KILLING WITH KINDNESS* (2015); Jonathan Katz, *THE BIG TRUCK THAT WENT BY* (2014);

Maria Abi-Habib, *Why Haiti Still Despairs After \$13 Billion in Foreign Aid*, New York Times (July 8, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/07/08/world/haiti-foreign-aid.html>; Brian Concannon & Kathleen Bergin, *International response to Haiti's earthquake must avoid 2010 mistakes*, The Hill (Aug. 19, 2021), <https://thehill.com/opinion/international/568488-international-response-to-haitis-earthquake-must-avoid-2010-mistakes>.

¹⁹⁵ See Charles & Wilner, *U.S. warns Americans to leave Haiti as security crisis deepens, hostages remain captive*, *supra* note 29; IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments November 2020 through May 2021, *supra* note 1 (in 2020, “[a]ccording to the Haitian Institute of Statistics and Informatics (IHSI), for the first time in twenty years, the economy in Haiti experienced negative growth for two consecutive fiscal years”).

¹⁹⁶ International Crisis Group, *Haiti: A Path to Stability for a Nation in Shock*, *supra* note 30.

¹⁹⁷ See Tom Tracy, *Relief workers: Haiti earthquake complicated by economy, gangs, weather*, Archdiocese of Miami (Aug. 16, 2021) https://www.miamiarch.org/CatholicDiocese.php?op=Article_relief-workers-haiti-earthquake-complicated-by-economy-gangs-weather; OCHA, HAITI: Earthquake Situation Report No. 6, *supra* note 171; Jacqueline Charles, *Half of Haiti's earthquake victims have still not received assistance, U.N. says*, Miami Herald (Sept. 16, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article254291798.html>.

¹⁹⁸ See *Fuel shortages paralyze Haiti, disrupting everything from drinking water to phones*, *supra* note 8; Matt Rivers, *Amid a cascade of crises, Haiti's fuel shortage could be the worst*, CNN (Oct. 26, 2021), <https://www.cnn.com/2021/10/26/world/haiti-fuel-hospital-intl-latam/index.html> (the petroleum shortage is impacting every element of life for Haitians, such as hospitals having turn away patients and economic turmoil, according to this October, 2021 report); *Gangs block gas distribution terminal, disrupting businesses*, The Haitian Times (Sept. 10, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/09/10/gangs-block-gas-distribution-terminal-disrupting-businesses/> (petroleum blockades prevented local radio station, Local Radio Caraïbes, from broadcasting in September); *Gang eases Haiti fuel blockade, for now*, Argus Media (Nov. 15, 2021), <https://www.argusmedia.com/en/news/2274074-gang-eases-haiti-fuel-blockade-for-now> (despite a brief reprieve from the gang petroleum blockade in early November, long lines, inflated prices, and access to petroleum beyond Port-au-Prince, continued to negatively impact the social and economic fabric of Haiti).

¹⁹⁹ See IPC, *Haiti: Acute Food Insecurity Situation September 2021 - February 2022 and Projection for March - June 2022*, <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1155096/?iso3=HTI> (last accessed Dec. 1, 2021) (“some 60% of the population [are] living in poverty”).

²⁰⁰ In 1825, France imposed a debt on Haiti in exchange for recognizing its independence that took Haiti over a century to repay and forced it into a cycle of aid dependence that continues today. See Peter Hallward, *DAMMING THE FLOOD: HAITI, ARISTIDE, AND THE POLITICS OF CONTAINMENT* 12 (2007); Richard G. Wamai & Colleen Larkin, *Health Development Experiences in Haiti: What can be learned from the past to find a way forward?*, 54 JAPAN MED. ASS'N J. 56, 57 (2011). Many states refused to recognize Haiti's independence, largely as a result of its status as the first Black-led republic and their own slave-holding legacies. See, e.g. Ann Crawford-Roberts, *A History of United States Policy Towards Haiti*, *Modern Latin Americans*, <https://library.brown.edu/create/modernlatinamerica/chapters/chapter-14-the-united-states-and-latin-america/moments-in-u-s-latin-american-relations/a-history-of-united-states-policy-towards-haiti/> (last accessed Nov. 16, 2021); Rachel Bunning, *5 factors that have led to Haiti's current political state*, Arizona State University (July 21, 2021), <https://news.asu.edu/20210721-5-factors-have-led-haitis-current-political-state>.

²⁰¹ See Charles & Wilner, *U.S. warns Americans to leave Haiti as security crisis deepens, hostages remain captive*, *supra* note 29. As mentioned in our previous update, Haiti's GDP dropped to -3.3% in 2020, and this drop is expected to continue. Coto & Arce, *Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs*, *supra* note 24; IJDH, Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments November 2020 through May 2021, *supra* note 1. On September 23, the government amended the 2020-2021 budget to account for the deteriorating economic climate and the impacts of increased insecurity, the August earthquake, and the COVID-19 pandemic. *Haiti - Economy : All the details of the 2020/2021 Amending Budget (Official)*, Haïti Libre (Sept. 23, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-34816-haiti-economy-all-the-details-of-the-2020-2021-amending-budget-official.html>; Ministère de l'économie et des finances, *EXPOSÉ DES MOTIFS DU BUDGET RECTIFICATIF 2020-2021* (Sept. 16, 2021), <https://www.haitilibre.com/docs/budget-2020-2021-rectificatif-expose-des-motifs.pdf>; see also *Instability in Haiti wreaks havoc on trade with the Dominican Republic*, Dominican Today (Oct. 25, 2021), <https://dominican.today.com/dr/economy/2021/10/25/instability-in-haiti-wreaks-havoc-on-trade->

[with-the-dominican-republic/](#) (trade between Haiti and the Dominican Republic, annually around \$900 million, has also suffered as a result of Haiti's political crisis).

²⁰² See Coto & Arce, *Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs*, *supra* note 24.

²⁰³ See FEWS NET, Deterioration of conditions in Haiti contrasts seasonal improvements in Central America (Nov. 2021), <https://fewsn.net/central-america-and-caribbean/key-message-update/november-2021> ("The depreciation of the gourde against the dollar, high international food prices, and a heavy reliance on imported goods is negatively impacting household purchasing power while households attempt to recover from the August earthquake and tropical depression Grace."); Rivers, *Amid a cascade of crises, Haiti's fuel shortage could be the worst*, *supra* note 198; FEWS NET, The increase in imported food prices continues amongst a fragile sociopolitical climate (Aug. 26, 2021), <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-key-message-update-increase-imported-food-prices-continues-amongst-fragile> (the price of imported food has increased, in part due to the gourde's low purchasing power).

²⁰⁴ See Coto & Arce, *Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs*, *supra* note 24; Arce & Abd, *In Haiti, the difficult relationship of gangs and business*, *supra* note 59 ("Jimmy Cherizier -- aka Barbecue, a former policeman who leads the G9 gang coalition...controls the coastal strip of Port-au-Prince. Most of Haiti's food and gasoline flows through his domain, and he can stop it with a single word."); Jose Flecher, *La pénurie de carburant engendre fermeture et changement d'horaire des entreprises*, *Le Nouvelliste* (Nov. 5, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232530/la-penurie-de-carburant-engendre-fermeture-et-changement-dhoraire-des-entreprises> (gangs' control of fuel ports has further weakened Haiti's economy by interrupting business' activity or forcing them to close altogether); FEWS NET, Deterioration of conditions in Haiti contrasts seasonal improvements in Central America, *supra* note 203 ("In and around Port-au-Prince, criminal activity and kidnappings for ransom as well as fuel shortages have paralyzed economic activity and disrupted transportation, warehouses, businesses, and schools.").

²⁰⁵ See Alphonse, *Incapacité grandissante d'approvisionnements en produits pétroliers*, *supra* note 3 (in September, gangs targeted fuel depots north and south of Port-au-Prince); Wilson, *Fuel, Water, International Aid: Haiti's Gangs Weaponize Essential Services*, *supra* note 40 ("For over two months, the gangs that control Port-au-Prince have blocked roads leading to oil terminals and have interrupted fuel deliveries by abducting truck drivers. This has almost completely halted the supply to gas stations."); Rivers, *Amid a cascade of crises, Haiti's fuel shortage could be the worst*, *supra* note 198 (increased price of petroleum in the international market, the government policy of setting a stagnant price, and lack of storage capacity, have all contributed to the current petroleum shortage); Evens Sanon, *U.S. urges citizens to leave Haiti amid turmoil, fuel shortage*, PBS NewsHour (Nov. 11, 2021), <https://www.pbs.org/newshour/world/u-s-urges-citizens-to-leave-haiti-amid-turmoil-fuel-shortage> (30 fuel tanks, which were sent to Haiti's southern region, went missing, a black market for fuel is contributing to rising prices, and truck drivers are frequently kidnapped for their fuel cargo.)

²⁰⁶ See Robenson Geffrard, *Le terminal pétrolier de Varreux toujours bloqué par les groupes armés*, *Le Nouvelliste* (Oct. 25, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232367/le-terminal-petrolier-de-varreux-toujours-bloque-par-les-groupes-armes>; *Haiti gangs to lift fuel terminal blockade amid shortages*, Reuters (Nov. 12, 2021), <https://www.reuters.com/world/africa/haiti-gangs-lift-fuel-terminal-blockade-amid-shortages-2021-11-12/> (the G9 gang agreed to temporarily lift the blockade around the Varreux terminal after almost a month of not allowing trucks or fuel to enter); *Haitian gang leader says he will temporarily lift fuel blockades*, Al Jazeera (Nov. 12, 2021), <https://www.aljazeera.com/news/2021/11/12/haitian-gang-leader-says-he-will-temporarily-lift-fuel-blockades> (Jimmy "Barbecue" Cherizier announced on November 12 that "The doors of the Varreux plant are wide open so that the trucks can get their supplies without fear.").

²⁰⁷ See Gessika Thomas, *Haiti's streets slowly return to life as gangs ease fuel blockade*, WTVB (Nov. 15, 2021), <https://wtvbam.com/2021/11/15/haitis-streets-slowly-return-to-life-as-gangs-ease-fuel-blockade/>; Robenson Geffrard, *Les stations d'essence congestionnées, Varreux fonctionne à plein régime*, *Le Nouvelliste* (Nov. 15, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232663/les-stations-dessence-congestionnees-varreux-fonctionne-a-plein-regime>; *Le chef d'un gang haïtien annonce une trêve pour l'approvisionnement en carburant des hôpitaux, écoles et commerces*, *Guadeloupe La 1ère* (Nov. 13, 2021) <https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/le-chef-d-un-gang-haitien-annonce-une-treve-pour-l-approvisionnement-en-carburant-des-hopitaux-ecoles-et-commerces-1153570.html>; *Carburant : les activités d'approvisionnement ont repris au terminal de Varreux, informe l'ANADIPP*, *Le Nouvelliste* (Nov. 12, 2021), <https://lenouvelliste.com/alamminute/20329/carburant-les-activites->

[dapprovisionnement-ont-repris-au-terminal-de-varreux-informe-lanadipp](#); Robenson Geffrard, *Difficile reprise des activités au terminal pétrolier de Varreux*, Le Nouvelliste (Nov. 12, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232626/difficile-reprise-des-activites-au-terminal-petrolier-de-varreux>.

²⁰⁸ See *Haiti gang leader demands PM resign amid harsh fuel shortages*, *supra* note 40 (on October 26, Al Jazeera reported that gang leader Jimmy Chérizier promised safe passage of fuel trucks so long as Henry resigns); *Gang leader resumes fuel distribution in Haiti*, The Haitian Times (Nov. 17, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/11/17/after-truce-with-gang-leader-fuel-distribution-resumes-in-haiti/> (“In exchange for the fuel, G-9 gang leader, Jimmy “Barbecue” Chérizier, whose gang had taken control of Varreux, a port terminal in Port-au-Prince, demanded on Nov. 12 the resignation of Prime Minister Ariel Henry and the withdrawal of armored police vehicles at Village de Dieu, an area of Cite Soleil that serves as their base.”); *Haitian gang leader says he will temporarily lift fuel blockades*, *supra* note 206 (on November 12, “Cherizier said the G9 wants fuel sales to resume for a week so that Haitians can celebrate a November 18 holiday... But he added that if Prime Minister Ariel Henry did not resign in that period, the gangs would take other actions, without elaborating.”).

²⁰⁹ *Haiti gangs to lift fuel terminal blockade amid shortages*, *supra* note 206; Zoe Strozewski, *Haiti Gang Leader Allows Fuel Deliveries for Week, Won't Again Until Prime Minister Resigns*, Newsweek (Nov. 12, 2021), <https://www.newsweek.com/haiti-gang-leader-allows-fuel-deliveries-week-wont-again-until-prime-minister-resigns-1648906> (“When Chérizier initially called on Henry to resign last month, Henry responded by saying that the government does not negotiate with criminals.”); Jacqueline Charles & Michael Wilner, *American Airlines reduces service to Haiti; gang declares truce to allow fuel to flow again*, Miami Herald (Nov. 13, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article255771226.html> (a member of Henry’s team responded to Chérizier’s demands by saying “we don’t deal with gangs.”).

²¹⁰ Radio Télé Métro (Radio Métro), Twitter (Nov. 13, 2021, 7:13 AM), https://twitter.com/Radio_Metronome/status/1459494589748891654; Primature de la République d’Haïti (@PrimatureHT), Twitter (Nov. 13, 2021, 9:08AM), <https://twitter.com/PrimatureHT/status/1459523572213465095> (Henry denied the allegations).

²¹¹ See Robenson Geffrard, *Carburant : Plus de six millions gallons distribués, la demande ne baisse pas*, Le Nouvelliste (Nov. 17, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232699/carburant-plus-de-six-millions-gallons-distribues-la-demande-ne-baisse-pas>; Robenson Geffrard, *Ariel Henry a parlé, rien n’a changé, toujours pas de livraison de carburant au terminal de Varreux*, Le Nouvelliste (Oct. 29, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232451/ariel-henry-a-parle-rien-na-change-toujours-pas-de-livraison-de-carburant-au-terminal-de-varreux>; Geffrard, *Les stations d’essence congestionnées, Varreux fonctionne à plein régime* *supra* note 207; *Crise: Placer de nouvelles commandes à temps, pour éviter une rareté de carburant en Haïti, suggère l’Anapross*, AlterPresse (Nov. 16, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27674>.

²¹² *Haiti - FLASH : The oil terminals of Varreux and Thor have almost no more gasoline*, HaitiLibre (Nov. 23, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35311-haiti-flash-the-oil-terminals-of-varreux-and-thor-have-almost-no-more-gasoline.html>.

²¹³ Mark Wilson, *A Faustian Bargain: The Cost of Restoring Haiti's Fuel Supply*, Insight Crime (Nov. 18, 2021), <https://insightcrime.org/news/a-faustian-bargain-the-cost-of-restoring-haitis-fuel-supply/>.

²¹⁴ See UNICEF *Warns Haiti Fuel Shortages Put Hospitalised Women and Children at Risk*, *supra* note 178 (“Transport industry leaders say making fuel deliveries is too dangerous for drivers who are at risk of kidnapping or hijacking.”); Jean Daniel Sénat, *Carburant : la pénurie persiste, la distribution dans l’impasse*, Le Nouvelliste (Nov. 4, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232516/carburant-la-penurie-persiste-la-distribution-dans-limpasse> (“Faced with the problem of insecurity, truckers are unable to go to the Thor or Varreux terminals in order to supply the stations. Several drivers and guides were kidnapped on the road to Martissant the past weekend. On Wednesday, bandits seized four trucks.”); Wilson, *Fuel, Water, International Aid: Haiti’s Gangs Weaponize Essential Services*, *supra* note 40 (“For over two months, the gangs that control Port-au-Prince have blocked roads leading to oil terminals and have interrupted fuel deliveries by abducting truck drivers.”); Sanon, *U.S. urges citizens to leave Haiti amid turmoil, fuel shortage*, *supra* note 205 (“Le Nouvelliste newspaper recently reported that truck drivers have been kidnapped and fuel trucks hijacked.”).

²¹⁵ See *Appel à une grève illimitée des transports, contre la criminalité, le kidnapping et la rareté des produits pétroliers en Haïti*, *supra* note 19; Robenson Geffrard, *Les transporteurs de produits pétroliers annoncent une grève contre le kidnapping*, *Le Nouvelliste* (Oct. 20, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232286/les-transporteurs-de-produits-petroliers-annoncent-une-greve-contre-le-kidnapping> (Jacquelyn Jipé, a member of the Association of Petroleum Product Transporters, noted “We are on our own in the streets. No one is aware of our importance. We have no other choice but to observe a strike.”); Kolo, *Grève générale largement suivie/ Le G-9 maître de lieux dans l’environnement du terminal Varreux*, *supra* note 19; *Haïti totalement bloquée à nouveau, contre l’insécurité et la pénurie de carburants*, *AlterPresse* (Oct. 25, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27598>; Alphonse, *Haïti jongle avec des grèves et une pénurie de carburant*, *supra* note 19; Matías Delacroix, *Beleaguered Haiti capital brought to brink by fuel shortages*, *AP News* (Oct. 24, 2021), <https://apnews.com/article/business-port-au-prince-haiti-earthquakes-blockades-3b2790dad712783ff0284ef918b5352b>; *Haïti: Une grève générale est fixée pour lundi: Ti blan Bastia report le sit-in prévu devant la Digicel*, *supra* note 19; *Société: Nouvelles mobilisations, ce jeudi 21 octobre 2021, contre la pénurie des produits pétroliers en Haïti*, *supra* note 19; *Motorcyclists protest against fuel shortage in Haiti, again*, *supra* note 19; *Haitians strike against surge in violence, rising fuel costs*, *supra* note 19.

²¹⁶ Geffrard, *Les transporteurs de produits pétroliers annoncent une grève contre le kidnapping*, *supra* note 215

²¹⁷ Wilson, *Fuel, Water, International Aid: Haiti’s Gangs Weaponize Essential Services*, *supra* note 40 (“For over two months, the gangs that control Port-au-Prince have blocked roads leading to oil terminals and have interrupted fuel deliveries by abducting truck drivers.”); *Haiti - FLASH: 10 fuel trucks hijacked by gangs in 3 days*, *Haiti Libre* (Nov. 5, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35167-haiti-flash-10-fuel-trucks-hijacked-by-gangs-in-3-days.html> (reporting that ten fuel trucks were hijacked within three days, with four drivers held hostage; *see also* Natalie Kitroeff & Maria Abi-Habib, *Gangs Rule Much of Haiti. For Many, It Means No Fuel, No Power, No Food*, *The New York Times* (Oct. 27, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/10/27/world/americas/haiti-gangs-fuel-shortage.html> (“With gangs holding up fuel trucks at will, truck drivers have refused to go to work, setting off a nationwide strike by transportation workers and paralyzing a nation dependent on generators for much of its power.”).

²¹⁸ *Saint Marc city official busted in illegal gasoline sale operation*, *The Haitian Times* (Oct. 20, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/10/20/saint-marc-city-official-busted-in-illegal-gasoline-sale-operation/>.

²¹⁹ See Francklyn B. Geffrard, *Les gangs gouvernent une grande partie d’Haïti. Pour beaucoup, cela signifie pas de carburant, pas d’électricité, pas de nourriture...*, *Rhinews* (Nov. 1, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/les-gangs-gouvernent-une-grande-partie-dhaiti-pour-beaucoup-cela-ne-signifie-pas-de-carburant-pas-deelectricite-pas-de-nourriture/>; Press Release, UNICEF, *Haiti: Insecurity-triggered fuel shortage threatens newborns’ lives in hospitals* (Oct. 25, 2021), <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-insecurity-triggered-fuel-shortage-threatens-newborns-lives-hospitals>; *Fuel shortages paralyze Haiti, disrupting everything from drinking water to phones*, *supra* note 8.

²²⁰ See, e.g. Press Release, UNICEF, *Haiti: Insecurity-triggered fuel shortage threatens newborns’ lives in hospitals*, *supra* note 220; *Haïti : L’organisation Msf prévoit d’autres fermetures d’hôpitaux, suite à la persistance de la crise du carburant*, *AlterPresse* (Nov. 12, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27666> (hospitals are facing closure and food prices have risen sharply); Winnie Hugot Gabriel, *Faute de carburant, l’eau de la DINEPA risque de manquer dans plusieurs communes du pays*, *Le Nouvelliste* (Nov. 8, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232557/faute-de-carburant-leau-de-la-dinepa-risque-de-manquer-dans-plusieurs-communes-du-pays> (disruptions to water service are likely).

²²¹ *Haiti - FLASH: Drinking water may be lacking in several municipalities as of this week...*, *HaitiLibre* (Nov. 8, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35189-haiti-flash-drinking-water-may-be-lacking-in-several-municipalities-as-of-this-week.html> (explaining that it needs “nearly 18,000 gallons of diesel to operate ...for 10 days.”); *see also* Jean Daniel Sénat, *Pénurie de carburant : impacts sur les hôpitaux, les ambulances, les télécommunications et la distribution de l’eau potable*, *Le Nouvelliste* (Oct. 28, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232384/penurie-du-carburant-impacts-sur-les-hopitaux-les-ambulances-la-telecommunication-et-la-distribution-de-leau-potable>; *Fuel shortages paralyze Haiti, disrupting everything from*

drinking water to phones, *supra* note 8. Lack of clean water has dire consequences on the right to health, with experts fearing a resurgence of water-borne infectious diseases, including cholera. *See infra* note 230 and associated text.

²²² Henry Fountain, *Strong Earthquake Rocks Haiti, Killing Hundreds*, The New York Times (Aug. 14, 2021), <https://www.nytimes.com/live/2021/08/14/world/haiti-earthquake>; Pan American Health Organization (PAHO), Haiti Earthquake August 2021 (Sept. 9, 2021), <https://www.paho.org/en/haiti-earthquake-august-2021>; <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-flash-appeal-earthquake-august-2021>. One news report mentioned two earthquakes - a 7.2 magnitude earthquake off the northern coast and 6.6 magnitude earthquake in the south. Press Release, Concern Worldwide, *Haiti Earthquake Response*, *supra* note 11.

²²³ Tiburon was hit hardest, home to 16% of Haiti's population. Jacqueline Charles & Joey Flechas, *As Haiti reels from earthquake and deals with discord, leader expects election delay*, Miami Herald (Aug. 16, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article253516289.html>; *see also* Brian Concannon, *The International Community Can and Should Help End Haiti's Unnatural Disasters*, Australian Institute of International Affairs (Sept. 1, 2021), <https://www.internationalaffairs.org.au/australianoutlook/the-international-community-can-and-should-help-end-haitis-unnatural-disasters/> ("it appears so far that inadequate preparations, unenforced building codes, the slow arrival of rescue and relief, and gangs cutting off aid routes – all related to government weakness – contributed significantly to the suffering and death toll.").

²²⁴ UNOSTAT, 14 August 2021 M7.2 Haiti Earthquake. Preliminary Satellite-Based Comprehensive - Damage Assessment Report - Grande'Anse, South, and Nippes departments of Haiti, (Aug. 27, 2021) <https://reliefweb.int/report/haiti/14-august-2021-m72-haiti-earthquake-preliminary-satellite-based-comprehensive-damage>.

²²⁵ Charles, *Half of Haiti's earthquake victims have still not received assistance*, *supra* note 197.

²²⁶ Tracy, *Relief workers: Haiti earthquake complicated by economy, gangs, weather*, *supra* note 197.

²²⁷ OCHA, Haiti: Earthquake Situation Report No. 7 (7 October 2021) (Oct. 7, 2021), <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-earthquake-situation-report-no-7-7-october-2021>.

²²⁸ *See* OCHA, HAITI: Earthquake Situation Report No. 6, *supra* note 171 (according to OCHA, in September, "at least 212,000 people need access to safe drinking while 500,000 require immediate and long-term support to access water supply services," and access to healthcare is limited due to the destruction of health facilities and related infrastructure).

²²⁹ Cholera was introduced to Haiti in 2010 by UN Peacekeepers, and will be considered officially eliminated as of January 3, 2022, provided no new cases are documented. Press Release, Save the Children, *Water shortages raise concerns of cholera re-emerging in Haiti three months after earthquake* (Nov. 14, 2021), <https://reliefweb.int/report/haiti/water-shortages-raise-concerns-cholera-re-emerging-haiti-three-months-after-earthquake>; UNICEF warns of cholera resurgence in Haiti if water hygiene sanitation neglected, United News of India (Oct. 28, 2021), [http://www.uniindia.com/~unicef-warns-of-cholera-resurgence-in-haiti-if-water-hygiene-sanitation-neglected/World/news/2547090.html](http://www.uniindia.com/~/unicef-warns-of-cholera-resurgence-in-haiti-if-water-hygiene-sanitation-neglected/World/news/2547090.html).

²³⁰ *See* UNICEF warns of cholera resurgence in Haiti if water hygiene sanitation neglected, *supra* note 229. (noting that "in the area of the deadly August earthquake alone, around 1,800 defects in the sanitation system have been identified"); Press Release, Save the Children, *Water shortages raise concerns of cholera re-emerging in Haiti three months after earthquake*, *supra* note 230 (noting the impact of the fuel shortage on access to clean water, and that children are particularly vulnerable to water-borne infectious diseases such as cholera because they already suffer from malnutrition).

²³¹ *See* Charles & Flechas, *As Haiti reels from earthquake and deals with discord, leader expects election delay*, *supra* note 223; OCHA, HAITI: Earthquake Situation Report No. 6, *supra* note 171.

²³² IPC, Haiti: Acute Food Insecurity Situation September 2021 - February 2022 and Projection for March - June 2022, *supra* note 199; *see also* OCHA, HAITI: Earthquake Situation Report No. 6, *supra* note 171 (OCHA puts the number of acutely food insecure individuals at 754.2 thousand).

²³³ *See* OCHA, HAITI: Earthquake Situation Report No. 6, *supra* note 171 (citing logistics and lack of road access as contributing factors).

²³⁴ *Id.*; *see also* FEWS NET, Deterioration of conditions in Haiti contrasts seasonal improvements in Central America, *supra* note 203 ("in rural areas, the fall crop year is anticipated to be below average due to erratic rainfall

and the residual effects of the twin natural disasters on agricultural production.”).

²³⁵ See Charles & Flechas, *As Haiti reels from earthquake and deals with discord, leader expects election delay*, *supra* note 223; *Haiti earthquake: Tropical Storm Grace hampers rescue*, BBC (Aug. 17, 2021), <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-58222888>.

²³⁶ See Charles, *Half of Haiti’s earthquake victims have still not received assistance*, *supra* note 197.

²³⁷ Jacqueline Charles, ‘I’m sleeping in the streets.’ *Life in a Haiti fishing village battered by the earthquake*, Miami Herald (Aug. 24, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article253671978.html>.

²³⁸ Charles, *Half of Haiti’s earthquake victims have still not received assistance*, *supra* note 197; see also Jordany Junior Verdieu, *La couverture de la réponse du séisme du 14 août a atteint seulement 10% dans le Sud, selon la DPC*, Le Nouvelliste (Sept. 15, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/231645/la-couverture-de-la-reponse-du-seisme-du-14-aout-a-atteint-seulement-10-dans-le-sud-selon-la-dpc> (the Directorate of Civil Protection reported that only 10% of those affected had received aid); Jacqueline Charles & Bianco Padró Ocasio, *International aid begins to arrive in Haiti. Getting it to a remote area is still a struggle*, Miami Herald (Aug. 20, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article253627668.html> (lack of access to remote areas slowed aid delivery).

²³⁹ OCHA, HAITI: Earthquake Situation Report No. 6, *supra* note 171; see also Charles, *Half of Haiti’s earthquake victims have still not received assistance*, *supra* note 197.

²⁴⁰ See Brian Concannon Jr. & Beatrice Lindstrom, *Cheaper, Better, Longer-Lasting: A Rights-Based Approach to Disaster Response in Haiti*, EMORY INT’L L.REV. (2011), <https://scholarlycommons.law.emory.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1034&context=eilr> (“In the immediate aftermath of the earthquake, the international community responded swiftly: nearly half of all households in the United States made charitable donations to Haiti, governments and multilateral organizations pledged billions of dollars, and international nongovernmental organizations (“NGOs”) swarmed into Haiti’s capitol, Port-au-Prince. But this tremendous generosity at the giving end has not, in almost two years, translated into even adequate progress on the ground for Haiti’s earthquake victims, infrastructure, and economy. Many analyses of the response grade it a “failure,” and at best it has been painfully slow.”).

²⁴¹ Charles & Flechas, *As Haiti reels from earthquake and deals with discord, leader expects election delay*, *supra* note 223; Laura Gottesdiener & Drazen Jorgic, *U.N. calls for Haiti ‘humanitarian corridor’ in gang-held areas*, Reuters (Aug. 15, 2021), <https://www.reuters.com/world/americas/un-calls-haiti-humanitarian-corridor-gang-held-areas-2021-08-15/>; Dodds, *Haitian court orders UN peacekeeper to pay child support in landmark case*, *supra* note 184; Lillian Perlmutter, *A Gang War Is Messing Up Earthquake Relief in Haiti*, Vice News (Aug. 16, 2021), <https://www.vice.com/en/article/pkb8dk/a-gang-war-is-messing-up-earthquake-relief-in-haiti>.

²⁴² *Haiti - Environment : Écovert-Haiti condemns the inaction and irresponsibility of the Government*, HaitiLibre (Nov. 7, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35184-haiti-environment-ecovert-haiti-condemns-the-inaction-and-irresponsibility-of-the-government.html>.

²⁴³ *Id.*

²⁴⁴ IPC, Haiti: Acute Food Insecurity Situation September 2021 - February 2022 and Projection for March - June 2022, *supra* note 199.

²⁴⁵ See *id.* (“Through February 2022, around 4.3 million people (44% of the population analysed) will experience high levels of acute food insecurity (IPC Phase 3 or above) and require urgent assistance. These include over 1.3 million people (14% of the population analysed) in a situation of Emergency (IPC Phase 4) and nearly 3 million people (30% of the population analysed in Crisis (IPC Phase 3)).”).

²⁴⁶ See *id.*; OCHA, HAITI: Earthquake Situation Report No. 6, *supra* note 171; see also *supra* notes 232-234 and associated text.

²⁴⁷ See Press Release, Médecins Sans Frontières, *Haiti: Shortages of fuel, water, and transportation threaten medical care*, *supra* note 7; see also Geffrard, *Les gangs gouvernent une grande partie d’Haïti. Pour beaucoup, cela signifie pas de carburant, pas d’électricité, pas de nourriture...*, *supra* note 219; see also *supra* note 220.

²⁴⁸ See IPC, Haiti: Acute Food Insecurity Situation September 2021 - February 2022 and Projection for March - June 2022, *supra* note 199.

²⁴⁹ Déclaration Finale du Forum sur L’Agro Écologi et la Souveraineté Alimentaire (Oct. 16, 2021).

- ²⁵⁰ See UNICEF: *Gangs in Haiti are targeting schools and students*, AP News (Nov. 2, 2021), <https://apnews.com/article/religion-united-nations-port-au-prince-haiti-d91f2a76ce6e3f5f51d8ed29aa9bace2>; *Haïti-Éducation/Criminalité : Au moins sept écoles de Port-au-Prince contraintes de payer les gangs en échange de leur sécurité*, déplore l'Unicef, AlterPresse (Nov. 3, 2021), <http://www.alterpresse.org/spip.php?article27633> (problems accessing education have persisted in 2021; in the 2019-2020 school year, insecurity resulted in the closure of about 60% of schools in Haiti for 60 days).
- ²⁵¹ UNICEF: *Gangs in Haiti are targeting schools and students*, *supra* note 250.
- ²⁵² *Haïti-Éducation/Criminalité : Au moins sept écoles de Port-au-Prince contraintes de payer les gangs en échange de leur sécurité*, déplore l'Unicef, *supra* note 250.
- ²⁵³ Roberson Alphonse, *Des éducateurs et des écoliers dans les geôles des kidnappeurs*, Le Nouvelliste (Nov. 30, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232917/des-educateurs-et-des-ecoliers-dans-les-geoles-des-kidnappeurs>; Chéry, *Préval's ex-wife, Barbancourt workers, journalists, Frenchman among those snatched as kidnappings resume*, *supra* note 76.
- ²⁵⁴ *Haïti-Éducation/Criminalité : Au moins sept écoles de Port-au-Prince contraintes de payer les gangs en échange de leur sécurité*, déplore l'Unicef, *supra* note 250.
- ²⁵⁵ *Id.*
- ²⁵⁶ See Charles, *Half of Haiti's earthquake victims have still not received assistance*, *supra* note 197; *Séisme : La Pòdh demande à l'État de pallier au défi de la réouverture des classes 2021-2022*, dans le grand Sud d'Haïti, AlterPresse (Oct. 19, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27574>.
- ²⁵⁷ *Haïti-Éducation/Criminalité : Au moins sept écoles de Port-au-Prince contraintes de payer les gangs en échange de leur sécurité*, déplore l'Unicef, *supra* note 250.
- ²⁵⁸ See Carrie Kahn, *Thousands Of Haitian Children Can't Return To School After Last Month's Earthquake*, NPR (Sept. 3, 2021), <https://www.npr.org/2021/09/03/1034137430/thousands-of-haitian-children-cant-return-to-school-after-last-months-earthquake> (“practically, in term of social justice and inequality, if you open the school, very privileged rich people will be able to go to school.”); Becky Sullivan, *The Haiti Earthquake's Latest Victim May Be The New School Year*, NPR (Sept. 5, 2021), <https://www.npr.org/2021/09/05/1033598525/the-haiti-earthquakes-latest-victim-may-be-the-new-school-year> (“Because only about 20% of schools in the country are publicly run, many parents must pay to send their children to private schools...[where] tuition can take as much as 40% of a family's income at the best of times.” According to former minister of education Nesmy Manigat, “[l]onger-term recovery is also likely to be unequal...Public schools will get the most help from the federal government, while private schools that are affiliated with relatively well-resourced international organizations — like foreign universities or the Catholic Church — will also have access to help. Less certain is the future of private schools without such foreign support, which are often in isolated, rural areas.”).
- ²⁵⁹ See Haiti: *Violence puts patients, staff, and medical activities at risk*, *supra* note 32 (“In the first week of June, clashes in the neighborhood of Martissant and other districts of Port-au-Prince caused many injuries and displaced more than 1,000 people, including Médecins Sans Frontières (MSF) patients and staff. From June 2 to 4, MSF's emergency center in Martissant received 42 patients with gunshot wounds, many of whom were transferred to MSF's trauma hospital in the Tabarre neighborhood, which increased its capacity for trauma patients from 50 to 68 beds.”); see also Francklyn B. Geffard, *Des bandits armés ont saccagé puis mis le feu à l'hôpital Sacré-Cœur de Milot ; les dégâts matériels sont considérables...*, Rhinews (Nov. 1, 2021), <https://www.rhinews.com/actualites/des-bandits-armes-ont-mis-le-feu-a-lhopital-sacre-coeur-de-milot-les-degats-materiels-sont-considerables/> (the Sacré-Coeur Hospital in Milot was ransacked and burned by armed individuals on October 31).
- ²⁶⁰ The MSF facility in Martissant and the COVID-19 center in Delmas 2 closed temporarily in June. *Port-au-Prince : l'hôpital Médecins sans frontières de Martissant ferme ses portes*, Haiti Standard (June 28, 2021), <https://haitistandard.com/port-au-prince-lhopital-medecins-sans-frontieres-de-martissant-ferme-ses-portes/>; Jacqueline Charles, *Haiti gang violence forces Doctors Without Borders to close ER, hold off COVID treatment* Miami Herald (June 28, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article252423828.html>; Claudy Junior Pierre, *Affrontement entre gangs armés, le centre Covid-19 de Delmas 2 en grande difficulté*, Le Nouvelliste (June 21, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/229928/affrontement-entre-gangs-armes-le-centre-covid-19-de-delmas-2-en>

grande-difficulté (“Exhausted and probably discouraged to see that the hospital center no longer manages to fulfill its mission correctly, Dr Lunick Santiago admits that the initial plan was to evacuate serious cases to the university hospital of Mirebalais, or even to simply close, since the professionals who work at Delmas 2 no longer want to expose themselves to bullets in order to save lives.”)

²⁶¹ Jacqueline Charles, *Haiti’s ongoing gang violence causes closure of charity-run emergency center*, Miami Herald (Aug. 2, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article253192428.html>.

²⁶² Pierre, *Affrontement entre gangs armés, le centre Covid-19 de Delmas 2 en grande difficulté*, *supra* note 260.

²⁶³ Because the national electricity grid in Haiti is unreliable and prone to power outages, most hospitals rely on fuel-powered generators to operate. *See* Press Release, UNICEF, *Haiti: Insecurity-triggered fuel shortage threatens newborns’ lives in hospitals*, *supra* note 220 (on October 24, UNICEF reported that “the lives of 300 children, 45 women in maternity and 70 other adults including COVID-19 patients are in danger as two major hospitals in the Haitian capital would stop providing care in 72 hours if they did not receive fuel immediately”); *Haiti : L’organisation Msf prévoit d’autres fermetures d’hôpitaux, suite à la persistance de la crise du carburant*, *supra* note 220 (MSF plans more closures in Haiti if there is no relief to the fuel shortage; the MSF facility in Tabarre was forced to reduce its medical activities and as of early November was no longer treating life-threatening emergencies); Sénat, *Pénurie de carburant : impacts sur les hôpitaux, les ambulances, les télécommunications et la distribution de l’eau potable*, *supra* note 221 (St. Luc Hospital, which provides pediatric services for over 300 children, planned to interrupt service in early November due to the lack of fuel, and was forced to operate on a contingency plan for 48 hours that shortened patient stays and limited admission while it awaited a fuel delivery); Geffrard, *Les gangs gouvernent une grande partie d’Haïti. Pour beaucoup, cela signifie pas de carburant, pas d’électricité, pas de nourriture...*, *supra* note 219 (on November 1, Saint-Damien Pediatric Hospital, Haiti’s main pediatric care facility, reported having only enough fuel to last a week).

²⁶⁴ Press Release, MSF, *Shortages of fuel, water threaten medical care in Haiti* (Nov. 10, 2021), <https://www.msf.org/shortages-fuel-water-threaten-medical-care-haiti>.

²⁶⁵ *See* Geffrard, *Les gangs gouvernent une grande partie d’Haïti. Pour beaucoup, cela signifie pas de carburant, pas d’électricité, pas de nourriture...*, *supra* note 219; Sénat, *Pénurie de carburant : impacts sur les hôpitaux, les ambulances, les télécommunications et la distribution de l’eau potable*, *supra* note 221.

²⁶⁶ *See* Geffrard, *Les gangs gouvernent une grande partie d’Haïti. Pour beaucoup, cela signifie pas de carburant, pas d’électricité, pas de nourriture...*, *supra* note 219 (in October, Saint-Damien Pediatric Hospital was using ambulances to get staff to work and keeping mattresses on the floor so they could sleep there); Sénat, *Pénurie de carburant : impacts sur les hôpitaux, les ambulances, les télécommunications et la distribution de l’eau potable*, *supra* note 221.

²⁶⁷ *Fuel shortages paralyze Haiti, disrupting everything from drinking water to phones*, *supra* note 8 (“The National Ambulance Center (NAC), which normally operates six to eight ambulances, is down to two. Its director general, Hérold Louis, said the center may stop operating entirely in coming days if fuel does not become available.”); *see also* Pierre, *Affrontement entre gangs armés, le centre Covid-19 de Delmas 2 en grande difficulté*, *supra* note 260 (without ambulances, COVID-19 patients have been unable to access life-saving care).

²⁶⁸ *See Santé: Alerte des autorités sanitaires et éducatives sur une remontée du nombre de cas positifs au Covid-19 en Haïti*, *supra* note 12; Emmanuel Moïse Yves, *Le variant Delta, Haïti et des hospitalisations en augmentation*, AyiboPost (Oct. 15, 2021), <https://ayibopost.com/le-variant-delta-haiti-et-des-hospitalisations-en-augmentation/>.

²⁶⁹ *Haiti - Diaspora Covid-19 : Daily Bulletin #621*, HaitiLibre (Dec. 1, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35377-haiti-diaspora-covid-19-daily-bulletin-621.html>; *see also* Jacqueline Charles, *President of Haiti’s Supreme Court dies of COVID-19*, Miami Herald (June 23, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article252312968.html> (“The numbers are considered an undercount due to a lack of testing, and the availability of coronavirus treatment centers in many parts of the country where the infected have been forced to rely on home remedies and over-the-counter medications to treat symptoms. An upsurge in gang violence in Port-au-Prince has also added to the challenges, with thousands of people displaced and living in a stadium on the southern edge of the capital and others unable to get to a government-run treatment center in the lower Delmas neighborhood of the capital.”).

²⁷⁰ *See, e.g.* OCHA, *HAITI: Displacements due to gang violence in Port-au-Prince Situation Report No. 2*, *supra* note 167 (in June, “Two of the main hospitals treating COVID-19 patients in Port-au-Prince announced last week

that they are overrun.”); Claudy Junior Pierre, *Pénurie d’oxygène, l’hôpital St-Luc ne peut plus accueillir de nouveaux patients Covid-19*, *supra* note 12 (on October 14, St. Luc Hospital - the only center providing free care to people with COVID-19 in Port-au-Prince – reached capacity).

²⁷¹ See, e.g. Sénat, *Pénurie de carburant : impacts sur les hôpitaux, les ambulances, les télécommunications et la distribution de l’eau potable*, *supra* note 221; Claudy Junior Pierre, *Pénurie d’oxygène, l’hôpital St-Luc ne peut plus accueillir de nouveaux patients Covid-19*, *supra* note 12.

²⁷² See Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, *supra* note 13 (“Getting vaccines into the arms of the remaining 99.7 percent of Haitians who are not fully vaccinated is vitally important, but will not happen until the country has a government committed to building the public health system, not looting it, and has earned the trust needed to overcome vaccine hesitancy.”); see also *Haiti now allows private companies to import COVID-19 vaccine*, The Haitian Times (June 28, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/06/28/haiti-now-allows-private-companies-to-import-covid-19-vaccine/> (the government did not begin importing vaccines until June 23, when it began allowing private importers and distributors to import the COVID-19 vaccine).

²⁷³ See Jacqueline Charles, *Haiti’s low COVID-19 vaccination rate sparks worries, prompts calls to step it up*, Miami Herald (Sept. 16, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article254269418.html> (according to Dr. Lauré Adrien, director general of Haiti’s health ministry, “Already, the population was not very receptive to vaccination, which now [after the earthquake] makes the task even more difficult.” Jacqueline Gautier, executive director of St. Damien Hospital, blamed misinformation, noting that “marketing is almost non-existent and that too many health professionals are hesitant and don’t give the good examples.”).

²⁷⁴ *Haiti Receives 500,000 Vaccines Donated by the United States through COVAX*, PAHO (July 14, 2021), <https://www.paho.org/en/news/14-7-2021-haiti-receives-500000-vaccines-donated-united-states-through-covax>.

²⁷⁵ Jim Wyss, *Haiti to Send Back Expiring, U.S.-Donated Moderna Vaccines*, Bloomberg (Oct. 13, 2021), <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-10-13/haiti-to-send-back-expiring-u-s-donated-moderna-vaccines>; Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, *supra* note 13.

²⁷⁶ Migration is most prevalent to the United States, the Dominican Republic, Mexico, Cuba, the Bahamas, and Turks-and-Caicos. *Environ 11 000 migrants déportés en Haïti du 19 septembre au 19 octobre, selon le GARR*, *supra* note 9; IOM, *Situational Report: Return of Migrants and Reception Assistance in Haiti, 19 September to 19 October, 2021*, *supra* note 10, at 1 (reporting 6,586 men, 2,456 women, 920 boys, and 869 girls deported from September 19 to October 19 2021).

²⁷⁷ See *Mexico sends 70 Haitian migrants to Port-au-Prince by plane*, Al Jazeera (Sept. 29, 2021), <https://www.aljazeera.com/news/2021/9/29/mexico-sends-70-haitian-migrants-to-port-au-prince-by-plane>; Niambi M. Carter, *Democratic and Republican administrations have long agreed on one thing — discriminating against Haitian refugees*, The Washington Post (Sept. 23, 2021), <https://www.washingtonpost.com/politics/2021/09/23/us-is-deporting-haitian-asylum-seekers-thats-longstanding-american-policy/>.

²⁷⁸ IOM, *Situational Report: Return of Migrants and Reception Assistance in Haiti, 19 September to 19 October, 2021*, *supra* note 10, at 1.

²⁷⁹ Temporary Protected Status is a temporary benefit that allows individuals from designated countries (generally those in which conditions temporarily prevent safe return) to remain in the United States, work, and travel. It does not confer lawful permanent resident or any other immigration status. U.S. Citizenship and Immigration Services, *Temporary Protected Status Designated Country: Haiti*, <https://www.uscis.gov/humanitarian/temporary-protected-status/temporary-protected-status-designated-country-haiti>.

²⁸⁰ *US: Treatment of Haitian Migrants Discriminatory*, *supra* note 10.

²⁸¹ *Id.*; Jacqueline Charles, Syra Ortiz-Blanes & Bryan Lowry, *No more horse patrols in Del Rio, Texas, where Haitian migrants are staying under the bridge*, Miami Herald (Sept. 24, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article254464103.html>.

²⁸² *US: Treatment of Haitian Migrants Discriminatory*, *supra* note 10.

²⁸³ *UN agencies call for protection measures and a comprehensive regional approach for Haitians on the move*, UNHCR (Sept. 30, 2021), <https://www.unhcr.org/news/press/2021/9/6155964b4/un-agencies-call-protection-measures-comprehensive-regional-approach-haitians.html>.

²⁸⁴ See CGRS, HBA & IMUMI, A Journey of Hope: Haitian Women's Migration to Tapachula, *supra* note 9, at 55-58.

²⁸⁵ See, e.g. Alberto Arce & Rodrigo Abd, *Haitians Returning to a Homeland That's Far From Welcoming*, US News (Sept. 27, 2021), <https://www.usnews.com/news/best-states/texas/articles/2021-09-26/haitians-returning-to-a-homeland-thats-far-from-welcoming> (violence and lack of basic resources await Haitians returning to Port-au-Prince after trying to emigrate); Widlore Mérancourt & Paulina Villegas, *As Haiti's crisis worsens, a rising number flee by sea: 'There is nothing for me here,'* The Washington Post (Nov. 20, 2021), <https://www.washingtonpost.com/world/2021/11/20/haiti-dangerous-sea-voyages/> (one Haitian who attempted and failed to leave Haiti said, "I have no country because there is nothing for me here," Pierre said. "If I hear of another trip by boat tonight, I am leaving Haiti.").

²⁸⁶ See IOM, Situational Report: Return of Migrants and Reception Assistance in Haiti, 19 September to 19 October, 2021, p. 3; CGRS, HBA & IMUMI, A Journey of Hope: Haitian Women's Migration to Tapachula, *supra* note 9, at 41-54.

²⁸⁷ See Garry Pierre-Pierre, *Being Haiti's cash cow is too taxing on the diaspora to be sustainable*, Haitian Times (July 23, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/07/23/being-haitis-cash-cow-is-too-taxing-on-the-diaspora-to-be-sustainable/> ("Every Haitian living abroad has one person or even a whole family — across all economic status— depending on them to eke out a living. In fact, The Haitian Times has reported that the Haitian diaspora sent \$3.8 billion in remittances to Haiti in 2020 alone. That's not even counting informal giving.").

²⁸⁸ Press Release, UNICEF, *Pic alarmant d'enlèvements de femmes et d'enfants en Haïti – UNICEF*, *supra* note 177; Charles, Ortiz-Blanes & Lowry, *No more horse patrols in Del Rio, Texas, where Haitian migrants are staying under the bridge*, *supra* note 281.

²⁸⁹ See BAI et al., Submission to the United Nations Human Rights Council, Justice Sector Challenges in Haiti, *supra* note 13, at ¶ 34.

²⁹⁰ See *id.*

²⁹¹ See *Haiti - News : Zapping...*, HaitiLibre (Oct. 13, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-34986-haiti-news-zapping.html> (on October 13, the Dominican Republic gave "a 90-day ultimatum to companies that use the workforce of people in an irregular migratory situation to regularize their situation. After this period 'all these people in an irregular situation will be repatriated.'").

²⁹² *The Armed Forces send more soldiers to reinforce the border*, Dominican Today (Nov. 2, 2021), <https://dominantoday.com/dr/local/2021/11/02/the-armed-forces-send-more-soldiers-to-reinforce-the-border/>; *Haiti - FLASH : The international ignores Haiti and the DR militarily strengthens its border*, HaitiLibre (Nov. 11, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35147-haiti-flash-the-international-ignores-haiti-and-the-dr-militarily-strengthens-its-border.html>; Patrick Saint-Pré, *Haïti et la République dominicaine font de la diplomatie sur Twitter, suspension des visas pour les étudiants haïtiens*, Le Nouvelliste (Nov. 1, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232467/haiti-et-la-republique-dominicaine-font-de-la-diplomatie-sur-twitter-suspension-des-visas-pour-les-etudiants-haitiens>.

²⁹³ See Saint-Pré, *Haïti et la République dominicaine font de la diplomatie sur Twitter, suspension des visas pour les étudiants haïtiens*, *supra* note 292; Jim Wyss, *Dominican Republic Cracks Down on Migration Amid Chaos in Haiti*, Bloomberg News (Nov. 2, 2021), <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-11-02/dominican-republic-cracks-down-on-migration-amid-chaos-in-haiti>; *Conflit entre Haïti et la République Dominicaine: Joseph Lambert appelle à la solidarité entre les deux États*, Vant Bèf Info (Nov. 3, 2021) <https://vantbefinfo.com/2021/11/conflit-entre-haiti-et-la-republique-dominicaine-joseph-lambert-appelle-a-la-solidarite-entre-les-deux-etats/>; see also Patrick Saint-Pré, *Haïti et la République dominicaine font de la diplomatie sur Twitter, suspension des visas pour les étudiants haïtiens*, Le Nouvelliste (Nov. 3, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232507/haiti-et-la-republique-dominicaine-font-de-la-diplomatie-sur-twitter-suspension-des-visas-pour-les-etudiants-haitiens> (the decision came after a heated twitter exchange between Dominican President Luis Abinader, Haitian Minister of Foreign Affairs Claude Joseph, and Dominican officials); Germina Pierre Louis, *Suspension des visas pour les étudiants haïtiens, Claude Joseph espère la révision de cette décision dominicaine*, Le Nouvelliste (Nov. 3, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/232500/suspension-des-visas-pour-les-etudiants-haitiens>.

[visas-pour-les-etudiants-haitiens-claude-joseph-espere- la-revision-de-cette-decision-dominicaine](#) (Joseph condemned the decision and expressed hope that the Dominican government will reverse its decision).

²⁹⁴ See *UN to Dominican Republic: Stop expelling pregnant Haitian women*, The Haitian Times (Nov. 18, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/11/18/un-to-dominican-republic-stop-expelling-pregnant-haitian-women/>; *Haïti-Rép. Dom. : Les Nations unies appellent les autorités dominicaines à suspendre les expulsions des Haïtiennes enceintes*, AlterPresse (Nov. 16, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27675>.

²⁹⁵ See Pavel López Lazo, *Over 1,500 Haitians deported from Dominican Republic in November*, Prensa Latina (Nov. 20, 2021), <https://www.plenglish.com/news/2021/11/20/over-1500-haitians-deported-from-dominican-republic-in-november/>.

²⁹⁶ See *Haïti-Rép. Dom. : Poursuite des rapatriements de migrant.tes haïtien.nes, malgré les promesses dominicaines de suspension, déplore le Garr*, AlterPresse (Nov. 22, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27691> (“One of the deported women claims to have been sexually touched by a migration officer in the presence of her colleagues.”); Lazo, *Over 1,500 Haitians deported from Dominican Republic in November*, *supra* note 295 (deportees reported that “they were subjected to physical abuse, while women claimed to be sexually assaulted.”).

²⁹⁷ See Georges Fauriol, *Adrift in the Caribbean: Haiti and the international community*, Global Americans (July 2, 2021), <https://theglobalamericans.org/2021/07/adrift-in-the-caribbean-haiti-and-the-international-community/>; Concannon, *Supporting Moïse, Washington lost Haitian trust*, *supra* note 15.

²⁹⁸ See *Au milieu d’une grande confusion, l’Opc déclare qu’une frange de la communauté internationale sera tenue responsable de la crise en Haïti*, AlterPresse (Oct. 27, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27611> (in October, the OPC criticized the UN for its support of Henry and emphasized the importance of accountability for international actors for their role in the current crisis); Emmanuela Douyon, *Haiti’s Ariel Henry Makes a Play for Power*, Americas Quarterly (Sept. 30, 2021), <https://www.americasquarterly.org/article/haitis-ariel-henry-makes-a-play-for-power/>; Esperance, *Wrong US Call. - Haiti Needs a Credible Transitional Government*, *supra* note 16; Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, *supra* note 13.

²⁹⁹ See Esperance, *Wrong US Call - Haiti Needs a Credible Transitional Government*, *supra* note 16 (“Biden’s team sees Henry, PHTK, and their political allies as the best bet for rushing to organize elections this year in order to “stabilize” Haiti. But, as others (including two former U.S. ambassadors to Haiti) have noted as well, in the context of dismantled democratic institutions, destroyed electoral infrastructure, a non-functioning judiciary and rampant gang violence, free and fair elections are just not possible in the coming months.”).

³⁰⁰ See, e.g. *Haiti advocates reject US push for elections after Moïse death*, *supra* note 22; Esperance, *Wrong US Call - Haiti Needs a Credible Transitional Government*, *supra* note 16; Charles, *UN Security Council presses for elections in Haiti*, *supra* note 22; *The Full Resignation Letter of US Special Envoy to Haiti*, *supra* note 22; Mulrean, *To Save Haiti’s Democracy, Don’t Hold Elections*, *supra* note 22; Ofman, *Haitians’ voices need to be heard in country’s rebuilding, former Amb Pamela White says*, *supra* note 22.

³⁰¹ *The Full Resignation Letter of US Special Envoy to Haiti*, *supra* note 22 (“Last week, the U.S. and other embassies in Port-au-Prince issued another public statement of support by for the unelected, de facto Prime Minister Dr. Ariel Henry as interim leader of Haiti, and have continued to tout his ‘political agreement’ over another broader, earlier accord shepherded by civil society. The hubris that makes us believe we should pick the winner [of the elections] – again – is impressive.”); see also Douyon, *Haiti’s Ariel Henry Makes a Play for Power*, *supra* note 298; Concannon, *Biden must stop propping up the old guard in Haiti*, *supra* note 13.

³⁰² *HFAC Members Briefing with Ambassador Daniel L. Foote*, House Foreign Affairs Committee (Oct. 7, 2021), <https://foreignaffairs.house.gov/2021/10/hfac-members-briefing-with-ambassador-daniel-l-foote>; see also *House Foreign Affairs Committee Advances Wilson Resolution Calling for Haitian-led Solutions*, South Florida Caribbean News (July 29, 2021), <https://sflcn.com/house-foreign-affairs-committee-advances-wilson-resolution-calling-for-haitian-led-solutions/>.

³⁰³ See Elian Peltier, *Haitian officials called for U.S. military assistance. Some Haitians say, ‘No, No & No.’* The New York Times (July 10, 2021), <https://www.nytimes.com/2021/07/10/world/americas/haiti-us-troops-opposition.html> (many Haitian civil society members and intellectuals oppose foreign military intervention in the

aftermath of the Moïse assassination.); Paul J. Angelo & David Gevarter, *The Assassination of Haitian President Jovenel Moïse: What to Know*, Council on Foreign Relations (July 14, 2021), <https://www.cfr.org/in-brief/assassination-haitian-president-jovenel-moise-what-know> (the Biden administration should not send military support to Haiti following Moïse's assassination because of the history of U.S. military intervention.).

³⁰⁴ *Haiti - UN : The mandate of BINUH renewed but reduced by China*, HaitiLibre (Oct. 16, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35008-haiti-un-the-mandate-of-binuh-renewed-but-reduced-by-china.html> (the nine-month mandate was the result of a compromise between the United States, which proposed renewing the mandate for a full year, and China, which called for a six-month mandate, citing “investments at a loss”).

³⁰⁵ See *Joint Statement & Call to Action on the Crisis in Haiti*, Haiti Response Coalition (July 2021), <https://www.haitiresponse.org/joint-statement-july-2021> (“While many are calling Haiti a “failed state”, what we see is the failure of centuries of policies imposed on Haiti by the international community, including aid policies, that prioritized foreign interests and short-term gains over sustainable democracy and prosperity for Haitians.”). The international community has periodically to Haiti's aid over the last six months by donating money and fuel, but continues to throw its support behind the governments and policy decisions that created the current crisis. See, e.g. Jacqueline Charles, *U.S. provides \$32 million more in humanitarian aid for Haiti earthquake victims*, Miami Herald (Aug. 26, 2020) <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article253766063.html>; *Séisme: 1,41 million de dollars du Japon au Pam, pour soutenir les victimes du tremblement de terre du 14 août 2021 en Haïti*, AlterPresse (Oct. 12, 2021), https://www.alterpresse.org/spip.php?article27543#.YWbibUbMI_U; *Haiti - USA : Donation of 250 medical oxygen cylinders*, HaitiLibre (Nov. 9, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35201-haiti-usa-donation-of-250-medical-oxygen-cylinders.html>; Esperance, *Wrong US Call - Haiti Needs a Credible Transitional Government*, *supra* note 16; see also Jake Johnston (@JakobJohnston), Twitter (Nov. 12, 2021, 10:07 AM), <https://twitter.com/JakobJohnston/status/1459175930379878403> (“Most foreign aid ends up going to a small handful of companies closer to my office in DC than anybody in Port-au-Prince”); *Hearings with Human Rights Defenders in Haiti*, *supra* note 85 (human rights defenders have said they feel “abandoned by international NGOs and the UN and urged more to be done in consultation with HRDs [human rights defenders] and NGOs on the ground, who are most familiar with the challenges they themselves face”).

³⁰⁶ See, e.g. Unni Karunakara, *Haiti: where aid failed*, The Guardian (Dec. 28, 2010), <https://www.theguardian.com/commentisfree/2010/dec/28/haiti-cholera-earthquake-aid-agencies-failure> (discussing how failures by aid agencies compounded the devastation of the post-2010 earthquake cholera outbreak); Congressional Research Service, *Haiti Earthquake: Crisis and Response* (Feb. 2, 2010), <https://sgp.fas.org/crs/row/R41023.pdf>; <https://www.aljazeera.com/opinions/2021/9/13/haiti-why-2021-is-and-is-not-2010> (comparing the humanitarian aid “vultures” of the 2010 earthquake to the immediate response of the 2021 earthquake and the use of social media to raise awareness about making the response this time different); K. Jessica Hsu and Mark Schuller, *Haiti's Earthquakes Require a Haitian Solution*, The North American Congress on Latin America (Aug. 16, 2021), <https://nacla.org/news/2021/08/16/haiti-earthquakes-solution> (calling out root problems of NGOs' responses to the 2010 earthquake, like ignoring Haitian capacity and local priorities, and suggesting how many of these problems still need addressing in the international community's response to disasters); see also *supra* note 240.

³⁰⁷ See António Guterres (United Nations Secretary-General), Letter to Special Rapporteurs (June 26, 2020), <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=35379>; BAN KI-MOON, RESOLVED: UNITING NATIONS IN A DIVIDED WORLD (2021); *Former UN Secretary-General Ban Ki-moon's 2021 Memoir Resolved: IJDH & BAI Respond*, IJDH, http://www.ijdh.org/press_release/former-un-secretary-general-ban-ki-moons-2021-memoir-resolved-ijdh-bai-respond/ (last accessed Dec. 1, 2021) (Ban Ki-Moon's book, while continuing to deny UN responsibility for the cholera outbreak, “accurately reflect[s] the UN's legacy of official hostility towards complying with its international law obligations in Haiti.”).

³⁰⁸ See BAI et al., *Violations of the Right to Effective Remedy: The UN's Responsibility for Cholera in Haiti* (2020), <http://hrp.law.harvard.edu/wp-content/uploads/2020/02/HLS-IHRC-IJDH-BAI-Submission-to-Special-Procedures-Cholera.pdf>.

³⁰⁹ See Jeannot François, *Cholera remains a public health threat in Haiti*, The Lancet (Aug. 2020), <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S2214-109X%2820%2930299-0> (cholera is still a threat in Haiti and UN-sponsored programs aimed at improving water, sanitation, and hygiene have been ineffective).

³¹⁰ See Press Release, IJDH, *IJDH Statement: Internal Evaluation of the UN's response to peacekeeper sexual exploitation and abuse*, *supra* note 186; UN Office of Internal Oversight Services, Inspection and Evaluation Reports, *supra* note 185; *see also supra* notes 184-186.

³¹¹ See *Joint Statement & Call to Action on the Crisis in Haiti*, *supra* note 305.

³¹² See Sam Bojarski, Leonardo March & J.O. Haselhof, *Haitians, mixed about outside help, debate toll of crises over scars of foreign intervention*, The Haitian Times (Nov. 8, 2021), <https://haitiantimes.com/2021/11/08/haitians-mixed-about-outside-help-debate-toll-of-crises-over-scars-of-foreign-intervention/> (people in Haiti are skeptical of international intervention, especially from the United States); *Nul autre qu'un président américain ne saurait mieux savoir pourquoi Haïti est dans cet état si dramatique*, *supra* note 36 (a large group of activist organizations in Haiti penned an open letter to US President Joe Biden, seeking “to establish the responsibility of the American rulers in the fabrication of the tragic situation in Haiti and to demand...the end of the disguised US tutelage/trusteeship of Haiti through the repeated unnecessary renewal of unsuccessful, unconstitutional, harmful UN missions, bringing misfortune, cholera (MINUSTAH), responsible for the current gangsterization of the country (BINUH), the end of American interference in the internal affairs of Haiti, [and] a redefinition of the relationship between [the United States] and Haiti.”); *Joint Statement & Call to Action on the Crisis in Haiti*, *supra* note 305 (“We need only look to the recent MINUSTAH mission to see that foreign efforts fail to create lasting public democratic institutions that are necessary for any country to function. Despite spending 13 years and \$7 billion -- ten times Haiti’s GDP-- the MINUSTAH mission left Haiti with more guns and less democracy. The mission also afflicted Haiti’s citizens with sexual exploitation and abuse, leaving behind hundreds of children fathered by peacekeepers, and was responsible for introducing cholera to Haiti, killing an estimated 10,000 people.”).

³¹³ *Joint Statement & Call to Action on the Crisis in Haiti*, *supra* note 305.

³¹⁴ See *id.* (“Elections...must be free and fair and perceived as legitimate in order to strengthen democracy. Elections will not be free and fair without inclusive voter registration, an independent and legitimate electoral body, and the security necessary not only to vote, but also to campaign leading up to election day. Meaningful participation requires that women and other marginalized groups also participate in the electoral process. A race to hold elections on an internationally-imposed timeline risks further eroding democracy in Haiti.”).

³¹⁵ See Mario Joseph, *Se debe devolver el Gobierno de Haití al pueblo*, El País (July 14, 2021), https://elpais.com/opinion/2021-07-14/se-debe-devolver-el-gobierno-de-haiti-al-pueblo.html?event_log=oklogin?event_log=oklogin; Clesca, *My Group Can Save Haiti. Biden Is Standing In Our Way*, *supra* note 20 (“With the United States and other countries providing unstinting support for Mr. Moïse, Haitian civil organizations realized that the only way Haiti would be saved was if they saved it... We can create a free, secure, democratic Haiti on our own, but we need the United States and other nations to abandon the status quo and back the work we’ve been engaged in for months.”); *see Joint Statement & Call to Action on the Crisis in Haiti*, *supra* note 305 (“After decades of foreign intervention and aid policies that have destabilized Haiti, each branch of the Haitian government has been systematically dismantled, and public confidence in Haiti’s governance has declined to nearly nothing. Haitian organizations and civil society have long been calling for a transition government to restore stability, basic security, and democracy. Haiti must have a transition process in order to rebuild its democratic institutions, and this process must be inclusive of all sectors of Haiti’s population.”).